

# ● LA CHINE A L'HEURE DU XI<sup>e</sup> CONGRES

Lire en page 12, le reportage de la délégation du *Quotidien du Peuple*

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 30 SEPTEMBRE 1977 - N° 520

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Barre  
à Moscou

discussions  
serrées

Jeudi matin commençait la réunion de la grande commission franco-soviétique.

Deux points sont à l'ordre du jour. Il s'agit d'une part de la discussion du contrat d'une valeur de deux milliards de francs pour l'installation par la société Technip d'un système de récupération du gaz et de réinjection de celui-ci dans la nappe de pétrole géante de Tjumen.

Il serait question que les Soviétiques demandent un accord de compensation qui repose non plus comme généralement sur la fourniture par elle de pétrole brut en échange de la technologie, mais sur la livraison de fuel et d'essence, ce qui viendrait directement concurrencer les trusts français de raffinage sur le marché français. C'est en tout cas pour ces exportations forcées de produits finis que les Soviétiques veulent utiliser de plus en plus les accords de compensation.

Le second point sera la discussion pour l'application du protocole de Rambouillet concernant le développement de la coopération économique sur dix ans.

C'est jeudi après-midi que devait commencer l'aspect le plus important du voyage : les discussions politiques portant notamment sur la proposition française de désarmement ; elles devraient être suivies par une rencontre avec Brejnev vendredi matin. Guiringaud à la tribune de l'ONU n'en a rien pu dire. Avant de s'avancer publiquement, Paris est obligé d'attendre l'avis de Moscou après avoir déjà pris celui de Washington.

Voir page 2

## MITTERRAND MARCHAIS CAMPENT SUR LEURS POSITIONS

### Les travailleurs doivent refuser d'arbitrer leur querelle

Aux entretiens de Bichat

## GISCARD PRESCRIT L'AUSTÉRITÉ AUX FRANÇAIS DEVANT LES MÉDECINS



Mars 77 : Giscard fait des sourires aux vieux  
Sept 77 : Aux entretiens de Bichat il appelle à renforcer la politique d'austérité qui a touché en premier lieu les hospices et les hôpitaux pour chroniques.

Giscard a rendu visite hier aux médecins réunis à l'occasion des entretiens de Bichat 1977 en compagnie de Simone Veil et de Saunier Seité.

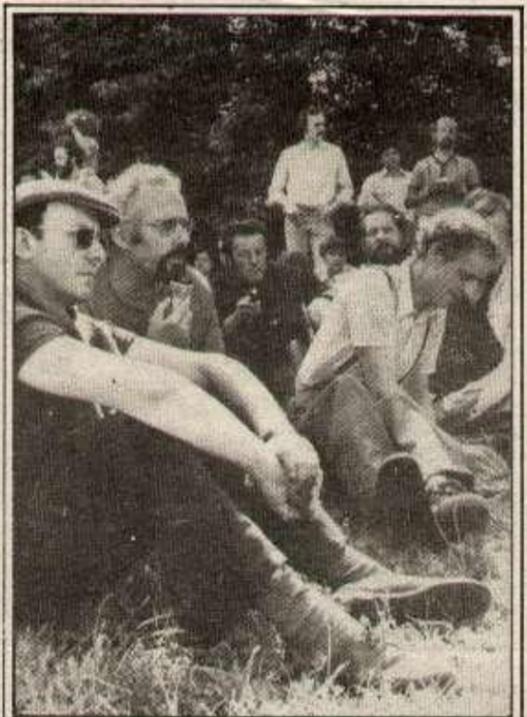
Giscard a saisi l'occasion que lui procure tout le battage fait autour de cette réunion dans un double but : d'abord montrer démagogiquement qu'il est préoccupé par

tout ce qui fait la vie quotidienne des masses, ensuite pour s'adresser grâce à cette tribune aux travailleurs et leur demander de supporter de nouvelles restrictions en matière de dépenses de santé, et ce, deux jours avant la limitation à 40 % du remboursement de plusieurs centaines de médicaments.

Voir page 5

Une semaine après la rupture du deuxième sommet de la gauche, chacun campe sur ses positions. C'est ce qui est ressorti aussi bien de la conférence de presse de Mitterrand que du meeting de Marchais mercredi. Plus que jamais, la question clé de la querelle reste celle des nationalisations, dans leur forme, mais surtout dans leur contenu. Le blocage qui existe aujourd'hui, outre le fait que chacun se renvoie la balle, outre le fait que chacun jure ses grands dieux qu'il veut le programme commun de 72, permet encore mieux de mettre à nu les différents projets capitalistes : Mitterrand s'interroge sur les véritables buts du PCF, et Marchais évoque les alliances que le PS envisagerait sur sa droite. Pour sortir de l'impasse, chacun veut faire appel aux masses, pour s'en servir comme d'une masse de manœuvré dans leur laborieuse querelle. Les travailleurs ne rentreront pas dans ce jeu.

Lire nos articles  
en pages 6 et 7



Les Lip face à la gauche

## «Nous voulons comprendre ce qu'on nous prépare»

Vendredi, à l'usine de Palente, ne sera pas une journée tout à fait comme les autres. La situation politique fait ressurgir chez les Lip de nombreuses questions. Ils ont décidé d'en débattre et ont accueilli avec enthousiasme la proposition du collectif de faire de la journée de vendredi, une journée ininterrompue de discussions politiques.

(Lire page 4)

## Manufrance : jugement du tribunal de commerce aujourd'hui

C'est vendredi à 14 h 30 que le Tribunal de Commerce de Lyon doit rendre son jugement à propos de Manufrance.

On sait que le plan des curateurs, pour sauver l'entreprise de ses «difficultés» envisage 600 suppressions d'emplois. En réponse aux syndicats qui réclament une aide de l'État pour garantir l'ensemble des emplois, le Préfet de la Loire répondait mardi que «cette aide serait fatalement très limitée». Les travailleurs ne sauraient accepter un quelconque plan de chômage que cette déclaration laisse prévoir !

## Interview de militants de l'Inter-comité du Marais

(Lire page 10)

## Fleury-Mérogis : 5 éducateurs poursuivis

Cinq éducateurs de Fleury-Mérogis seront traduits le 6 octobre devant un conseil de discipline. Ils risquent la mutation d'office ou l'exclusion. Leur seul tort : avoir voulu assouplir un peu le règlement de la prison, qui érige les brimades en système.

(Lire page 5)



Le voyage de Barre à Moscou

Le prétexte du voyage de Raymond Barre à Moscou est la réunion de la grande commission franco-soviétique, institution qui depuis 1966 s'occupe de la «coopération» économique entre les deux pays. Mais l'objet principal du voyage est différent. Guiringaud, le ministre des affaires étrangères le disait nettement lors d'une déclaration faite au *Monde*, à la veille du voyage de Barre à Washington : «A Moscou il saisira l'occasion de reprendre avec les dirigeants soviétiques quelques uns des thèmes que le président de la République et M. Brejnev avaient évoqués en juin à Rambouillet... la détente, le désarmement, la non prolifération et aussi certaines questions économiques».

De plus, et avant tout, ces voyages étaient présentés comme exploratoires, préparant l'annonce de propositions française sur «le désarmement». «Avant de présenter nos propositions nous voulons confronter nos vues avec nos alliés américains, nos amis soviétiques et les pays du Tiers-Monde qui s'intéressent à ce problème», affirmait dans la même déclaration Guiringaud.

Ainsi, l'objet du voyage de Barre à Moscou est-il de recueillir les réactions soviétiques à d'éventuelles propositions françaises. La participation de la France aux discussions sur le désarmement avait fait l'objet d'une pesante et constante insistance de Brejnev au cours de son voyage de juin. Giscard lui avait alors répondu assez sèchement. Mais le gouvernement français a entrepris en août ce qu'il avait refusé d'envisager en juin : une réunion de certains aspects de la politique de défense de l'impérialisme français.

Par Grégoire CARRAT

# Les velléités giscardiennes

## L'évolution des relations franco-soviétiques

La tournure prise par le voyage de Brejnev en juin avait sanctionné le passage d'une politique de «coopération» à laquelle les Soviétiques donnaient un aspect «d'intérêt réciproque», à une politique de pression de l'URSS sur l'une des questions dont l'impérialisme français fait un critère de son indépendance : sa politique de défense. Les Soviétiques exigeaient notamment que la France participe aux différentes négociations sur le désarmement : le traité de non prolifération nucléaire, la conférence internationale de Genève sur le désarmement et la conférence de Vienne sur la réduction des forces militaires en Europe.

Il s'agit pour les Soviétiques d'obtenir un droit de regard sur la politique militaire française, tant sur le niveau des forces que sur leur déploiement et d'obtenir éventuellement une réduction du potentiel militaire français. La France disposant de moyens nucléaires peut en effet constituer une base de résistance à une agression en Europe. Or ces forces qui pèsent d'un poids qui est loin d'être négligeable dans le rapport des forces en Europe, ne sont pas «intégrées» au dispositif de l'OTAN et peuvent de ce fait échapper aux discussions entre les deux superpuissances. Sur ces points, Giscard avait justifié l'attitude de l'impérialisme français devant Brejnev et avait refusé d'envisager d'avoir à rendre des comptes. Il avait refusé de descendre «au dessous d'un seuil minimum de sécurité».

Mais ce refus venait au terme de toute une longue série de concessions de l'impérialisme français : concessions politiques en admettant le condominium des USA et de l'URSS sur l'Europe à l'occasion de la conférence d'Helsinki, concessions de moindre importance dans le domaine nucléaire. Brejnev a montré qu'il ne se satisfaisait pas des déclarations qui lui avaient été concédées mais qu'il voulait des engagements plus précis.

Après cette visite, Moscou a délibérément jalonné d'incidents les rapports franco-soviétiques. Incidents sur les coopérateurs français à Moscou : Guiringaud a dû intervenir personnellement pour que six des coopérateurs puissent avoir leurs visas renouvelés. Et cela au terme d'un échange de lettres entre les ministres des affaires étrangères des deux pays réglant «dans l'esprit d'Helsinki» la question des coopérateurs respectifs. Autre incident beaucoup plus significatif : la remise en cause par l'agence Tass de la politique française en Afrique Australe. Au cours du voyage de Guiringaud dans cette région, Tass accuse la France de doter l'Afrique du sud d'armes nucléaires. C'est la première fois que la politique française en Afrique était nommément remise en cause par Moscou. Même au plus fort de l'affaire du Zaïre au printemps dernier, Paris n'avait pas été directement et brutalement attaqué.

Ainsi après le voyage de Brejnev à Paris, les Soviétiques ne lâcheront pas prise et poursuivront leurs pressions pour obtenir des concessions de Paris en matière de politique militaire en faisant comprendre qu'à la

«bonne entente» pourrait faire place une politique de confrontation sur divers points si des concessions n'étaient pas accordées.

## L'évolution de la situation mondiale

Mais ce n'est pas la seule évolution des rapports franco-soviétiques qui amène l'impérialisme français à envisager une modification de sa politique de défense. L'évolution des relations entre les superpuissances.

L'accélération de la course aux armements continue ; les discussions engagées à Belgrade sont au point mort. La confrontation des deux superpuissances pour la domination de l'Europe évolue de plus en plus vers une confrontation militaire. Dans ce cadre au cours des dernières années l'impérialisme français a été amené à resserrer ses liens avec l'OTAN et à envisager sa propre défense avec le souci de prendre une place dans la défense de l'Europe sans la direction des USA !

## Les propositions françaises

L'impérialisme français a été ainsi amené à redéfinir sa position concernant le débat sur le «désarmement». Selon Guiringaud les propositions françaises que Barre doit soumettre à Moscou tourneraient autour de trois idées : «pour qu'il y ait désarmement, il faut qu'il y ait réduction effective des armements. Il faut aussi qu'il y ait la confiance. Or il n'y a pas de confiance sous contrôle et pas de contrôle qui ne soit indépendant donc dans une certaine mesure, internationalisé. En outre le vrai désarmement ne doit pas porter sur les seules armes nucléaires mais également sur les armes conventionnelles».

Ainsi l'impérialisme français refuse le condominium en affirmant qu'il faut «internationaliser» le contrôle et non le laisser entre les mains des deux superpuissances. Il refuse la discussion sur les seules armes nucléaires parce que celle-ci le placerait dans une

## GISCARD ENTRE L'URSS ET LES USA

Au lendemain du voyage de Brejnev, Giscard expliquait dans *Newsweek* comment il appréciait la position de l'impérialisme français à l'égard des USA et de l'URSS en ces termes.

«Si les superpuissances ne peuvent rétablir un langage commun, il ne fait pas de doute dans mon esprit que nous vivrons bientôt dans une atmosphère très différente de celle dans laquelle nous avons vécu ces dernières années. Ce qui s'est passé ces trois derniers mois le confirme. Il y a une profonde incompréhension entre Washington et Moscou. Et face à cette incompréhension il y a une attitude européenne commune qui s'affirme. La France et l'Allemagne fédérale sont en complet accord là-dessus. Le chancelier Schmidt m'a dit qu'il partageait notre approche de la détente et de la nécessité de respecter le code de conduite». Ce n'est que quelques semaines plus tard que Giscard annoncera son intention de revoir sa politique concernant les négociations sur le désarmement.



Brejnev lors de sa venue à Paris : Obtenir un droit de regard sur la politique militaire française.

position difficile : il devrait négocier sans contrepartie sa propre force nucléaire.

Il veut se faire reconnaître par les USA et l'URSS comme un interlocuteur susceptible de proposer des solutions alternatives aux négociations auxquelles il a refusé de participer jusqu'à présent.

Déjà les USA et l'URSS ont fait connaître à la fin du mois d'août leur refus d'abandonner la co-présidence de la conférence de Genève sur le désarmement condition mise par Giscard à sa

participation. Il n'est pas évident qu'ils soient prêts à accepter l'utilisation d'une autre forme susceptible de correspondre aux vœux de Giscard.

Le tintamarre que Giscard s'appête à faire autour de ses propositions à la veille de 78 ne peut masquer le fait qu'avant d'être rendues publiques elles auront du être sanctionnées à Washington et à Moscou.

Ce qui contrairement à ce que dit Giscard est le signe d'une dépendance accrue à l'égard des pressions contradictoires des deux superpuissances.

## L'URSS ENTRE LA DROITE ET LA GAUCHE

Le voyage de Barre à Washington avait pris une certaine tournure électoraliste : posant, dans l'affaire du Concorde, en défenseur de l'indépendance, Barre avait tenté de s'affirmer. Dans le même temps, il avait voulu s'assurer d'un soutien qu'il reçut mais de manière très tiède. En se rendant en URSS il cherchait la même chose de l'autre superpuissance. En réponse avant la lettre voici ce qu'écrivait *Temps Nouveaux* dans son reportage sur le voyage de Brejnev à Paris : «Il est utile de spécifier que dans les documents signés à Rambouillet il n'y a rien qui puisse contredire les intérêts tant de l'actuel gouvernement français que les positions extérieures de l'union de la gauche. Le gouvernement et les forces de gauche sont partisans du développement des relations, ce qui permet de tabler sur leur approfondissement stable».

## LUTTES OUVRIERES



## OPERATION FRANCE-SOIR "EMPLOI-JEUNES"

Une interview exclusive de Jacques Legendre (Secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle)

« Il fallait développer les stages de formation nouvelle »

La campagne des 300 000 emplois pour les jeunes

## STAGES-PARKING : L'ÉCHÉANCE DE JUIN 78

« Je pense qu'il faudra envisager entre la sortie de l'école et l'accès à la vie professionnelle une période relativement souple au cours de laquelle le jeune pourrait connaître plusieurs types d'emploi (...) Il ne s'agit pas de contraindre les jeunes à faire ce qu'ils ne voulaient pas. Mais on peut se demander si le fait d'avoir une forme d'expérience professionnelle et de revenir plus tard vers une autre forme de travail n'est pas une façon de

s'insérer dans la vie active ». C'est ainsi que s'exprime Jacques Legendre, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, dans une interview à France Soir, qui continue chaque mercredi sa « grande opération emploi des jeunes ». L'objectif officiel de la fameuse campagne gouvernementale est de donner une formation, qu'elle soit « complémentaire », « générale », « technique »... La réalité est bien différente.

### L'EXEMPLE DES STAGES PRATIQUES EN ENTREPRISE

Les stages pratiques en entreprise doivent assurer 200 heures de formation, qui peuvent tout à fait se passer dans l'entreprise, « en faisant appel au personnel ou à son propre centre de formation s'il en existe un. » Rien de plus n'est précisé en ce qui concerne la formation elle-même. Par contre, les textes officiels rentrent dans le détail sur les moyens de financement de la formation : « L'entreprise peut imputer les frais de formation sur son obligation exceptionnelle de 0,2 % (...) Les dépenses prises en compte sont limitées à la somme de 2 500 F par jeune accueilli. » En clair, cela veut dire que ces patrons qui ne versent aucun salaire puisque c'est l'Etat qui paie, aucune charge sociale pour les mêmes raisons, se voient de plus en plus

exonérés d'une partie des taxes patronales pour la formation. Pas la moindre garantie n'est prise par les agences pour l'emploi, puisque la demande d'habilitation faite par les patrons ne doit préciser que le nombre de places offertes, la date du début du stage, sa durée, et la nature du poste. « La règle générale est celle d'une habilitation tacite », c'est-à-dire que s'il n'y a pas de notification contraire dans les quinze jours, le stage est accepté. Stage pratique : aucune formation, rien que du travail gratuit pour les patrons.

### FILIÈRE BIDON : LES STAGES DE FORMATION

Ces stages brillent par l'inconsistance de leur objectif : « associer formation générale et formation professionnelle. Il peut comporter, selon les circonstances (?) aussi bien un complément de formation de base, une préparation

à la vie économique et sociale qu'une formation de technologie théorique. N'importe qui ou presque peut en organiser : « Tous les organismes de formation, publics ou privés, quel que soit leur statut juridique, peuvent participer à des actions de formation », qui peut prétendre que ces stages sont autre chose que des parkings à chômeurs ? Là encore, c'est l'Etat qui finance, sur la base de conventions. C'est pourquoi on commence à voir fleurir des annonces d'un type nouveau : « ACEREP organise formations bouchers, vendeurs fruits et légumes, peintres en bâtiment, stage rémunéré, formation gratuite... » de gros placards prêts à découper et à envoyer de tel ou tel centre d'enseignement qui propose des stages de formation non seulement gratuits, mais encore rémunérés (par l'Etat).

Le plus gros danger de

ces stages, c'est qu'ils ne sont pas de véritables emplois. Or, ils représentent au minimum 60 % des postes offerts aujourd'hui aux jeunes, contre 40 % pour des emplois non limités dans le temps. Grosso modo, ces stages finiront avant l'été prochain. Or, à cette même époque, le 30 juin 1978 précisément, l'exonération des charges sociales pour les patrons employant un jeune de moins de 25 ans viendra à expiration. Cela veut dire que la relative augmentation actuelle des emplois offerts aux jeunes, du fait même qu'ils coûtent moins chers aux patrons que les travailleurs de plus de 25 ans, sera stoppée. Les stages seront finis, et l'embauche des jeunes ne se fera plus. Ces parkings que sont les stages se videront donc devant des portes fermées. Et à cette date, 700 000 nouveaux jeunes arriveront sur le marché du travail.

Monique CHERAN



### Dubigeon (Nantes) : 4<sup>e</sup> semaine de grève comité anti-grève mis en place par la direction

Les 2 000 métallurgistes des chantiers Dubigeon, entament aujourd'hui leur seconde semaine de grève. La direction des chantiers maintient son intransigeance, refusant de négocier. Ces dernières quarante huit heures, elle a en outre constitué un comité anti grève qu'elle a tenté de faire manifester dans les rues de la ville jusqu'à la préfecture pour exiger « le respect de la liberté du travail ».

Les grévistes du chantier naval ont profité de la tenue du match international de football auquel participait Nantes, mercredi soir, pour populariser leur mouvement. Hier, ils distribuaient des milliers de tracts dans la localité.

Parrallèlement, les ouvriers des chantiers Dubigeon, situés en Seine Maritime (le Havre, Dieppe et Rouen) ont effectué un débrayage d'une demi heure à l'appel de leurs sections syndicales pour exiger la satisfaction des mêmes revendications que leurs camarades de Nantes : garantie de l'emploi, augmentation des salaires essentiellement.

### SNCF : après le Sud-Est le Sud-Ouest

Après leurs camarades du réseau Sud-Est (grève du 25 au 27 septembre contre la suppression de plusieurs centaines d'emplois), les agents de conduite SNCF du dépôt de Paris Sud-Ouest (Austerlitz) sont eux aussi rentrés en lutte mercredi soir. Objectifs : l'amélioration des conditions de travail et les salaires. Les agents de conduite du dépôt de Villeneuve St Georges ont eux, déposé un préavis de grève pour le 4 octobre pour refuser la nouvelle organisation des roulements dans les changements de service (incidences sur les repos).

### crédit lyonnais : débrayages dans de multiples centres, ultimes négociations aujourd'hui

Suite à la grève qu'avaient déclenchée les employés du Crédit lyonnais de la région parisienne, avant la période des congés, la direction s'était engagée à ouvrir des négociations sur les revendications portant sur les conditions de travail et les salaires. Ces négociations n'ont rien donné. Aussi, les employés des centres informatiques de Limeil, Paris, mais aussi de Bayeux, Tours, Saint Avertin et Valence ont déclenché une première grève d'avertissement à la direction, en débrayant durant trois heures. Si les négociations qui devaient se poursuivre hier ne donnaient rien, les employés parlent fortement de repartir en lutte.

Paris le 26 septembre 77

La réalité des «emplois nouveaux» en Lorraine

## L'EMPLOI CHEZ PEUGEOT-CITROËN

Communiqué de presse de l'inter CFDT Peugeot-Citroën

Les directions Peugeot et Citroën ont réuni les comités centraux d'entreprises pour les informer d'un projet de construction d'une usine nouvelle de mécanique à Ennery, près d'Hagondange. Cette construction commençant en 1977, les premières fabrications sortiraient en septembre 1979. Cette usine remplacera celle de Gutemberg à Paris qui fabrique et monte des moteurs, notamment ceux des CX et du C 35. Celle-ci ainsi que Citroën-Metz formeraient une filiale commune à participation majoritaire et direction Citroën.

Les directions annoncent la création de 4 000 emplois d'ici à 1984 dont

1 000 supplémentaires à l'usine de Metz.

L'inter-CFDT Peugeot-Citroën :

—dénonce qu'une fois de plus, Peugeot-Citroën va construire un nouvel outil de production au frais des contribuables, les emplois étant financés par l'Etat, à raison de 1,2 à 2 millions de centimes par emploi créé auquel doit venir s'ajouter un financement de la CEE.

—tient à préciser que, si 4 000 emplois semblent ainsi créés, d'autres (et ce fut confirmé au CEE Citroën) seront supprimés ailleurs et notamment les 900 de l'usine Gutemberg à Paris.

—craint que l'échéance visée (1984) fasse que cette promesse soit à

caractère électoraliste et qu'après mars 1978 on apprenne que les emplois de Citroën-Lorraine seront notablement inférieurs à 4 000.

—s'étonne que se soit l'industrie automobile qui fasse un tel investissement alors qu'elle est en situation de tassement, motif supplémentaire pour douter que l'objectif soit atteint.

—dénonce une telle tentative qui, sous couvert d'une politique prétendument très sociale de Peugeot-Citroën contredite par la dure réalité vécue quotidiennement dans ces entreprises, présente une création d'emplois «humanitaires» qui, en fait au delà de sa précarité, correspond à des travaux

parfaitement inadaptés à ce que font les travailleurs de la Lorraine, qui baisseront leurs rémunérations, dégraderont leurs conditions de travail.

—en appelle à l'ensemble des travailleurs et à l'opinion publique pour ne pas se laisser dupes par un tel simulacre de créations d'emplois.

—réaffirme qu'une véritable politique d'emplois passe impérativement par une véritable diversification des industries régionales, la réduction massive du temps de travail compensée l'amélioration des conditions de travail, l'extension de droits nouveaux.

**LUTTES OUVRIERES**

LIP à l'heure  
de la querelle de la gauche :  
**«ON VEUT  
COMPRENDRE  
CE QU'ON NOUS  
PRÉPARE»**



La situation politique créée par la désunion de la gauche est favorable aux débats dans les usines. Particulièrement dans les usines occupées depuis de longs mois comme Lip. «Les travailleurs sont inquiets» disent les gens du PCF et ceux de la CGT. C'est tout à fait vrai. Mais l'inquiétude dépasse le cadre dans lequel le PCF voudrait la circonscrire, c'est à dire s'en servir contre le PS. A l'usine de Palente, si les Lip ne se font guère d'illusions sur le PS qu'ils ont dû combattre déjà à diverses reprises, la tournure prise par la querelle de la gauche fait resurgir de nombreuses questions qui, pour un temps, s'étaient retrouvées à l'arrière-plan.

Conscients de ce besoin de comprendre, de cette volonté de voir des réponses apportées à leurs questions, présentes chez les Lip, le collectif et Charles Piaget ont proposé que la journée de vendredi ne soit pas tout à fait une journée comme les autres. Ce jour-là, il n'y aura pas d'assemblée générale comme d'habitude, ni de travail en commissions, mais une journée ininterrompue de discussions politiques. Les Lip ont bien sûr accueilli cette proposition avec enthousiasme. L'ordre du jour de cette journée sera organisé autour de trois points :

- Situation politique à gauche : analyse des différentes positions ;
- Conséquences pour les Lip : qu'est-ce que cette situation change pour eux ;
- Que faire maintenant ? Quelles perspectives pour les Lip ?

C'est une initiative très intéressante qui a été prise par les Lip. Nul doute que cette journée de discussions politiques sera d'un autre intérêt, en même temps qu'elle permettra sans doute de définir des perspectives nouvelles pour relancer la lutte.

# SEGUY ET SON IDEE FIXE DE «CONVERGENCES»

A peine rentré de Moscou, Séguy éprouve le besoin de faire entendre sa voix. Il est vrai que son absence l'a quelque peu éclipsé du devant de la scène dans cette période riche en événements syndicaux. Dans la même journée, il présentait à la presse un livre sur la répression syndicale à Simca-Chrysler, se faisait interviewer par Europe N° 1 et donnait une conférence de presse à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux de l'UGICT (cadres de la CGT). C'est au cours de cette dernière qu'il s'est

félicité de la soi-disant «convergence de vues» qui existeraient selon lui entre son organisation et la CFDT. A propos des plate-formes, il affirme : «On est frappé par la dimension que prennent dans la situation présente les nombreuses convergences qui existent entre ces deux documents». Il doit y avoir autre chose ! Car enfin, des divergences fondamentales existent entre ces plate-formes !

Sur les questions de salaires, de conditions de travail, d'emploi... il y a effectivement convergen-

ce dans les grandes lignes.

Mais sur cette question si importante des «droits nouveaux pour les travailleurs», les positions sont en complète contradiction. Les conseils d'ateliers que revendique la CFDT n'ont pas grand chose à voir (rien du tout même) avec la «gestion démocratique» telle que la conçoit la direction CGT. Mieux : c'est précisément pour s'opposer aux prétentions du PCF dans la CGT, que cette idée des conseils d'ateliers a pris forme dans la CFDT. Krasucki ne disait-il pas l'autre jour en

parlant des conseils d'ateliers qu'il n'était pas pour «des structures parallèles dans l'entreprise».

Les propos de Séguy sur ces soi-disant «convergences» semblent bien en fait entrer dans le cadre des grossières avances que le PCF fait à la CFDT depuis quelques temps. Jusqu'à présent, elles ne semblent pas avoir eu beaucoup de résonance.

Gérard PRIVAT

Entreprise d'électricité Morin à Paris :

## LES TRAVAILLEURS OCCUPENT

«Nous irons jusqu'au bout !»

Dans la corporation, Monsieur Morin était un grand. A la tête d'une entreprise de 160 employés, l'affaire était classée comme la quatrième entreprise d'électricité de France. Menant grand train, propriétaire d'une écurie de courses et d'une somptueuse demeure, Monsieur Morin était aussi Président de la chambre syndicale de l'électricité, et

une école professionnelle dernièrement construite, portait son nom. Bref, ce que du côté du patronat, on considère comme un monsieur bien en place.

Tout d'abord, en 1975, il décide de vendre les locaux de l'entreprise de la rue de Turin, dont il était le propriétaire, pour louer le luxueux immeuble du 17 rue Guillaume Tell, avec entrée principale pour la

direction, et entrée de service pour les travailleurs. Alors les frais généraux s'augmentent et profitant des directives gouvernementales, Monsieur Morin s'oppose à toute augmentation de salaires. Le 27 décembre 1976, il procède à un premier train de licenciements. Depuis le 21 mars 1977, à la suite d'une deuxième restriction de personnel, l'entreprise

se retrouve avec 130 employés. A partir de cette date, en même temps qu'il refuse de négocier avec son personnel, il organise le naufrage de son entreprise. Aux propositions de chantiers, il oppose un non catégorique, ou les laisse sans réponse, quand il ne fait pas de la surenchère au profit d'entreprises concurrentes. Puis c'est la cessation de paiement. Depuis juillet, les travailleurs ne sont pas payés. Le 10 août, un administrateur provisoire est nommé. Le 2 septembre, dépôt de bilan. Le 12 septembre, par un jugement du tribunal, la société Morin a définitivement vécu.

S.P.L.I. (Rennes) :

## LE PATRON PROPOSE UN MILLION DE CENTIMES... CONTRE DES DÉPARTS «VOLONTAIRES» !

La direction de la société S.P.L.I. (fabrique de vêtements) à Rennes (700 travailleurs) vient de décider deux mesures : d'une part effectuer des licenciements dont le nombre n'est pas encore connu, d'autre part, faire éclater son usine de Rennes, une fois délestée de son «excédent» en plusieurs sociétés réparties dans la périphérie de la ville, notamment à Chateaugiron. Cela, bien évidemment, lui permettra au passage de disperser les militants syndicaux CGT et CFDT qui n'auront pas été licenciés et donc de parfaire l'éclatement des sections syndicales. De surcroît, il n'est pas improbable qu'elle créera des sociétés de moins de 50 personnes, ce qui lui permettra d'éviter la constitution de comités d'entreprises.

Mais les choses n'en sont pas encore là : les patrons de la S.P.L.I.,

perspicaces, savent bien que leurs mesures de compression d'effectifs vont amener une riposte de la part des travailleurs. Aussi, pour tenter d'y parer, ils essaient depuis quelques jours, d'inciter ceux-ci, au départ «volontaire», en échange de ce qu'ils appellent des «avantages» : paiement de l'indemnité de licenciement prévue en pareil cas mais à laquelle s'ajouterait une indemnité de licenciement supplémentaire équivalente à quinze jours non travaillés, le paiement d'une indemnité de deux mois de préavis non effectués. Enfin, les «démissionnaires» seraient ensuite l'objet d'une demande de licenciement collectif pour «motif économique».

Les travailleurs ont, à juste titre, refusé ce chantage, sachant pertinemment que l'argent qui leur est proposé ne leur permettrait de vivre que quelques mois tout au plus,

après quoi ils se retrouveraient au chômage dans une région où celui-ci est déjà très important (voir encart).

La direction de la S.P.L.I. n'a alors rien trouvé de mieux à proposer aux ouvriers qu'une augmentation... de la mise de départ : c'est un million ancien qu'elle offre désormais ! Elle s'imaginait que les travailleurs, notamment les jeunes, se précipiteraient dessus. Avec leurs organisations syndicales, les travailleurs ont à nouveau opposé un refus net à cette manœuvre qui semble actuellement avoir les faveurs d'un certain nombre de petits et moyens patrons, notamment chez Cricket, pour enrayer les luttes.

Les employés de la S.P.L.I. exigent le maintien de l'emploi pour tous !

La totalité du personnel est renvoyée sans préavis. Le G.A.R. (organisme dépendant des ASSÉDIC) est habilité pour régler les questions financières des employés. Mais le tribunal autorise la création de la Société Nouvelle des Etablissements Morin, siège 6 bis rue Abel Truchet.

Apparemment, Monsieur Morin a bien réussi son affaire. Outre qu'il s'était fait rembourser ses prêts à la société, il avait récupéré son capital immobilier, et repartait avec une affaire toute neuve, avec 20 des employés (les plus conciliants) qu'il avait récupérés avec l'outillage de l'ancienne société.

Les travailleurs de la société Morin, refusent de faire les frais de l'opération. Depuis le 15 septembre, ils occupent les locaux de la rue Guillaume Tell, et entendent faire respecter leur droit au travail. Les 130 licenciés de son entreprise sont décidés à se battre jusqu'au bout.

Richard FEUILLET

Roger HARSEYNE

**téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76**



Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## La bronchite chronique frappe la moitié des travailleurs en région parisienne

**Conférence : «Faut-il prendre au sérieux la bronchite chronique ?» présentée par le service de pneumologie de l'Hôtel-Dieu)**

Définie comme une bronchite (toux et crachats purulents) survenant tous les jours au moins trois mois par an, pendant au moins deux années consécutives, la bronchite chronique est une maladie sérieuse. Une enquête menée en région parisienne sur plus de 5 000 personnes âgées de 30 à 60 ans, provenant de différentes familles professionnelles (Kourilski et Brille, Bull, Acad. Nat. de Médecine 1966) a montré que près de la moitié des hommes, et une femme sur huit avaient une toux chronique. Sur environ 1 000 ouvriers du bâtiment âgés de 30 à 60 ans, plus du tiers avaient un syndrome d'obstruction bronchique.

Selon l'enquête de Freour et Coudray, sur 2 000 hommes âgés de 30 à 70 ans et tirés au sort dans la région de Bordeaux, la moitié présentait des signes d'irritation bronchique et 16 % des signes de bronchite chronique grave. Une enquête menée dans cette ville montre que la bronchite chronique est responsable de 13 % de l'absentéisme dans les usines, chaque absence durant en moyenne dix-sept jours. A l'origine de la bronchite chronique, le tabac (80 % des bronchitiques sont fumeurs) et les pollutions professionnelles. Le chiffre exact des décès dus à la bronchite chronique est très largement sous-estimée, de nombreux décès qui lui sont imputables étant attribués à d'autres maladies (grippe aigue). La mortalité est estimée à 30 000 décès par an ! L'espérance de vie des bronchitiques chroniques est raccourcie du fait de nombreuses complications (cardiaques et infectieuses). Autre facteur aggravant : les mêmes personnes qui sont victimes de bronchite chronique subissent plus souvent que la moyenne des cancers pulmonaires ou des accidents cardio-vasculaires.

Les travailleurs âgés sont plus fragiles et on constate que l'homme est plus fréquemment atteint que la femme. La profession et les intoxications diverses (poussières, solvants) jouent un rôle clé dans la marche de la maladie.

L'irritation bronchique peut diminuer avec la réduction des agents irritants (changements de poste, suppression de l'inhalation de fumée de tabac) mais l'insuffisance respiratoire et la sensation d'étouffement progressent

en général de manière irréversible d'année en année.

Les auteurs de cette communication (Orvoen Frija, Ameille, Rochemau-re) insistent sur la nécessité d'un diagnostic précoce et d'un bilan régulier et sérieux de la maladie. Ils réaffirment le rôle de la médecine du travail dans cette lutte, rôle bien illusoire, compte-tenu de la servilité traditionnelle des médecins du travail par rapport aux patrons. Enfin le problème des conditions de travail et de vie (pollution à l'usine et urbaine), levier déterminant dans la lutte contre cette grande maladie de société est mis de côté dans cette étude. Mais aux entretiens de Bichat, la maladie n'est-elle pas l'arbre qui cache la forêt ?

## Progrès important pour le traitement de l'ulcère de l'estomac

Les lésions rencontrées dans l'ulcère gastrique ou duodénal sont dues à une sécrétion gastrique acide excessive. Cette sécrétion est stimulée par un corps, l'histamine, qui se fixe sur les récepteurs (H2) des cellules sécrétantes. En liaison, une équipe de médecins (service Bonfils) et de pharmaciens, ont mis au point une substance qui peut être fixée à la place de l'histamine sur ces récepteurs : la cimétidine. La cimétidine bloque le récepteur, empêchant l'excitation par l'histamine, donc la sécrétion acide et la lésion. Les expérimentations faites ont montré que 70,8 % des malades ainsi traités ont eu leur ulcère cicatrisé en 28 jours (contre 36 % dans un groupe témoin) et que 65 % ne souffraient plus au bout de 14 jours (contre 36 % pour le groupe témoin). De plus, il semble que la cimétidine soit non toxique et dépourvue d'effets secondaires.

## CINQ EDUCATEURS DE FLEURY MÉROGIS POURSUIVIS

Cinq éducateurs de la prison de Fleury-Mérogis (Essonne) vont passer le 6 octobre devant une commission de discipline de l'administration pénitentiaire pour avoir contrevenu, selon cette administration, au règlement.

Marie-Odile Chollet a envoyé le télégramme de «bon anniversaire» d'une détenue sans passer à la censure, contre une cartouche de gitanes filtre et cinq timbres à 1 F. Elle a également remis 300 F à une personne libérée pour lui permettre de prendre le train jusqu'à un foyer à Annecy.

Hélène Crie, Patrick Fri-son et Philippe Potier ont

## ENTRETIENS DE BICHAT 77

Compte-rendus par Pierre PUJOL

## 54 % des avortements sont dûs à des problèmes matériels

(Colloque de l'Association Française des Femmes Médecins)

Une étude statistique a été réalisée sur une population de 500 femmes suivies pour interruption volontaire de grossesse (avortement) par le Département d'Informatique Médicale du C.H.U. de Dijon (Dusserre, Malherbe, Michiels). L'étude a été menée en tenant compte de la situation sociale, familiale, économique et médicale des candidates à l'avortement.

Au terme de cette étude, il apparaît que ce sont surtout des femmes dont l'âge est compris entre 20 et 30 ans qui demandent une

interruption de grossesse. Ces femmes viennent autant de la ville que de la campagne. Le plus souvent elles ont une activité salariée et n'ont aucun enfant ou un seul. D'autres statistiques plus globales indiquent parmi les femmes qui se font avorter une proportion plus importante de femmes ayant plusieurs enfants. Parmi elles, celles qui n'utilisaient pas la pilule avant, sont les ouvrières, agricultrices et employées.

Les femmes qui sollicitent un avortement sont généralement mariées. Les raisons invoquées sont les suivantes :

- l'âge (trop jeune ou trop âgée) dans 1,6 % des cas.
- la solitude ou la mésentente conjugale dans 37 % des cas.
- la grossesse mal supportée pour raison de santé dans 6,9 % des cas.
- dans 54 % des cas, les femmes estiment que la survenue d'un enfant est incompatible avec leurs possibilités financières et leur activité professionnelle.

Pour ce qui est des suites médicales de l'avortement, elles sont très limitées (1 % de complications mettant en jeu la vie ou l'avenir génital de la femme), ce qui est très inférieur aux «suites de couches».

plusieurs autres organisations dont la FEN, le Syndicat des Avocats de France, le Syndicat de la Magistrature, le Collectif Travailleurs-Justice, il exige la suppression immédiate des poursuites disciplinaires et appelle à :

Forum sur le Thème : «Prisons et communication»  
Samedi 1<sup>er</sup> octobre à partir de 14 h et le dimanche 4 octobre à partir de 9 h au centre d'accueil Reille  
24 avenue de Reille Paris XIV<sup>e</sup>

## Kalkar : constitution d'un dossier

A la suite de la manifestation de Kalkar et des exactions, déprédations et confiscations exercées par la police et la douane allemandes, des participants à la manifestation appellent à une réunion jeudi 29 septembre à 20 heures, tous ceux qui sont concernés et solidaires. Ils appellent à envoyer le maximum de témoignages écrits, photos, pour constituer un dossier appuyant une démarche officielle de protestation, en liaison avec les groupes allemands, belges, hollandais.

Réunion et correspondance se tiennent au siège de «Z voyage» qui a organisé des voyages pour Malville et pour Kalkar, 13, avenue du Vertbois, Paris 3<sup>e</sup>.

## Une école dans les champs



«Effectifs insuffisants» : comme tant d'autres à la campagne, l'école communale du petit village de Montfa (230 habitants) dans le Tarn avait été fermée : aux yeux de Haby, il n'était pas rentable de payer un instituteur pour faire classe à une douzaine d'enfants.

Mais les parents n'ont pas accepté de faire subir à leurs enfants les fatigues du ramassage scolaire, résultat de cette politique de fermeture des écoles rurales. Depuis le 26 septembre, ils ont installé au milieu des champs une école «sauvage, animée par un ancien instituteur, conseiller pédagogique en retraite.

## Les milliards de l'extrême-droite

Jean-Marie Le Pen, dirigeant de l'organisation fasciste, Front National, va hériter des 3 milliards d'AF de la succession d'un certain Hubert Lambert. La famille Lambert qui contestait la validité du testament établi en faveur de Le Pen s'est en effet désistée.

Du casse de Nice à l'héritage de Lambert, les caisses de l'extrême-droite continuent à se remplir...

• Aux halle de Rungis, une baisse de 10 % sur le bœuf et de 5 % sur le mouton a été constatée. Il reste à voir si cette baisse va être répercutée au niveau des détaillants.

## Programme de maisons individuelles pour les villes nouvelles

Avant de quitter son ministère, Jean-Pierre

Fourcade a pris une dernière initiative pour relancer les villes nouvelles, qui ont été jusqu'ici un échec : un programme de 5 000 maisons individuelles est lancé. Il concerne pour commencer les cinq villes nouvelles de la région parisienne : il est prévu des espaces verts et une trentaine de logements à l'hectare.

## Affaire Ramel : 6 mois de prison avec sursis pour les viticulteurs I

Les viticulteurs du Midi qui avaient brisé les chais du négociant Ramel à Maximiéux, au printemps 1976, ont été condamnés à 6 mois de prison avec sursis. Rappelons que les viticulteurs, en prenant Ramel pour cible, entendaient dénoncer les négociants, importateurs de vins italiens, qui trafiquent le vin pour en tirer le maximum de profits.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tse Toung, dès sa parution en France

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lajoux)
- La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amante (Collectif intersyndical sécurité des universités)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouché)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- Ken Gale la poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaïna
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Naissac et La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans la manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)

Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville Date
Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.

Découpez suivant les pointillés et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75324 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande soit en trois fois (200 F à la commande, 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

POLITIQUE

PS-PC CAMPENT SUR LEURS POSITIONS LA RENÉGOCIATION RESTE BLOQUÉE

Occuper le terrain en campant sur ses positions, c'est l'attitude similaire adoptée par les responsables du PC et du PS dans la journée de mercredi avec la conférence de presse de Mitterrand, ou le meeting de Marchais à la porte de Pantin.

Le meeting du PCF visait semble-t-il avant tout à rassurer l'électorat et les militants du PCF désorientés par la cassure manifeste de l'union de la gauche ; le discours de Marchais n'aurait malgré cela aucune

A l'heure où le PCF tente de passer par-dessus les doutes de ses propres militants en les lançant dans une agitation débordante, Mitterrand, lui, avait riposté par conférence de presse et interview de radio. L'opération a consisté, notamment, à se lancer dans une critique détaillée de la politique de défense présentée dans le rapport Kanapa au comité central

LES DÉCLARATIONS DE MITTERRAND A SA CONFÉRENCE DE PRESSE



« Qui croira qu'à six mois des élections législatives de 1978, le parti socialiste et son premier secrétaire pourraient changer de cap ?
« Ne faire aucune promesse qui ne puisse être tenue ;
« Ne rien faire qui puisse renforcer l'appareil centralisateur de l'Etat.
« Le PS ne signera un contrat avec ses partenaires que s'ils s'engagent à renoncer à la polémique jusqu'à la fin du combat.
« Je pense que les partis de gauche iront aux élections avec un programme commun.
« Sur tout le reste, il y a accord. Il n'y a pas de raison de croire qu'il n'y aura pas de Programme Commun. S'il le faut, nous irons aux élections avec le Programme Commun de 1972, actualisé quant à ses chiffres. Mais nous refuserons un accord pour la moitié ou pour le quart, un accord fractionné. »

A propos du livre « Les socialistes »

Au seuil du pouvoir, le PS suscite un intérêt qui se traduit par une inflation d'études à son sujet. Thierry Pfister, journaliste au « Monde », spécialiste des partis de gauche et plus spécialement du parti de Mitterrand n'a pas voulu être en reste et a fait paraître il y a quelques jours, chez Albin-Michel, un ouvrage intitulé : « Les Socialistes ».

Le sous-titre : « Les secrets de la famille, les rites, le code et les hommes du premier parti de France » donne un aperçu du contenu de l'ouvrage. Celui-ci est constitué de deux parties d'intérêt inégal. La première décrit de manière purement anecdotique — jusqu'à la caricature — les mœurs du parti social-démocrate, la seconde, plus utile, est constituée par un annuaire des princi-

pales célébrités qui représentent la social-démocratie française. Les secrets de famille sont époustouffants par le niveau de l'information. On y apprend en vrac que Mitterrand aime le Coca-Cola « pas trop glacé », qu'il ne sait pas en décapsuler la bouteille, combien la table de la salle-à-manger peut accueillir de convives ; et ce n'est pas tout. Le nom et le caractère de ses deux chiens, celui de la vieille anesse dont Chevènement avait une fois commis la faute impardonnable de ne pas déterminer l'âge et le sexe. Ces « informations » qui veulent suggérer sans doute que Pfister fait partie « des intimes » sont accompagnées d'anecdotes qui permettent de mieux saisir encore en quoi le PS est un parti bourgeois. Le principal semble être de se faire remarquer par « le

perspective, autre que de renforcer le PCF, n'annonçant aucune reprise rapide des discussions. La convocation du CC du PCF pour le 5 octobre semble indiquer que Marchais est prêt à faire durer l'interruption de négociation.

Le PS pour sa part ne modifie en rien ses positions. Il faut noter cependant que ouvertement les plus hauts responsables du PS et Mitterrand lui-même, envisagent publiquement ce que pourrait être leur at-

titude en cas d'échec de la renégociation : campagne électorale du PS sur les thèmes du programme commun de 72, accord électoral de désistement au second tour, et constitution d'un gouvernement, en cas de victoire de la gauche, sans la droite, avec des représentants PCF éventuellement.

NE PAS FERMER LA PORTE SUR LES NATIONALISATIONS

Concernant les nationalisations, les déclarations de Mitterrand ont été plus floues et il n'est pas revenu sur le fond de l'affaire, nationaliser les filiales ou non : d'un côté, il évoque le « centralisme bureaucratique », tel que le projet politique propre du PCF le comporte effectivement. Mais, d'autre part, il continue à affirmer que les positions sont relativement proches ; et il s'est bien gardé, comme il l'avait fait lors des dernières réunions communes, de fermer entièrement la porte à un compromis sur ce terrain.

En particulier, la direction du PCF n'aura pas manqué de relever la phrase où il affirmait : « Le parti communiste veut élargir le programme de 1972. En vue de la restructuration industrielle, les socialistes ne s'y refusent pas ». Naturellement, la proposition n'est pas précise : selon les circonstances, elle pourra à l'avenir être interprétée publiquement par le parti socialiste de deux manières. Soit comme une répétition pure et simple de la dernière position socialiste lors de la négociation, qui ajoutait quelques « filiales stratégiques » aux filiales contrôlées à 98 % par les groupes nationalisables. Soit, au contraire, ouvrir la porte à quelques nationalisations supplémentaires.

L'ÉPÉE DE DAMOCÈS

Le deuxième aspect de l'intervention de Mitterrand c'est la menace. Ne refusant pas d'évoquer l'hypothèse où le programme commun serait finalement pas réactualisé, il a en effet évoqué la possibilité d'un accord « du type 1936 » c'est-à-dire, dans le contexte politique d'aujourd'hui, d'une plate forme plus vague, moins contraignante, que ne le serait l'alliance de 1972. S'il n'y a pas accord pour un nouveau programme commun, le PS fera simplement campagne sur sa version du programme de 1972. Ici

« avec la sclérose et l'égoïsme, c'est-à-dire le conservatisme (...) Contrairement aux soupis de certains qui joueraient volontiers depuis huit jours ce qu'on appelle stratégie de l'accueil, il faut combattre en bloc ceux qui cherchent le pouvoir pour l'exercer ensemble, même s'ils n'y mettent pas la même chose ». C'est, cependant, dans les couleurs que les positions actuelles du RPR sont le mieux exprimées ; c'est ainsi que Chirac admettait, ce que je ne crois pas, que la gauche soit divisée après mars 78, et que l'opération centriste voie le jour, le président de la République sera coïncé entre nous et le PCF : c'est-à-dire les seules formations politiques réellement structurées. Si Giscard joue le centre, je vous garantis que je ne serai pas dans la majorité ». O.L.

POLITIQUE

Les « perspectives » de Fourcade

Jean-Pierre Fourcade, encore très récemment ministre de l'Équipement, n'a pas été entraîné pour se consacrer exclusivement à la préparation des élections législatives. Il est, rappelons-le, président des clubs giscardiens « Perspectives et Réalités ». C'est à ce titre qu'il a présenté, mercredi, l'avant-projet de programme de législature rédigé par ces clubs. Perspective et ambition de ce programme : faire de la France une « société de type américain » !

Bataille d'investitures : suite !

Philippe Herzog, membre du comité central du PCF, et économiste de ce parti, se présentera en mars 78 dans la 14<sup>e</sup> circonscription de Paris, soit le 13<sup>e</sup> arrondissement. Il se peut qu'il ait comme adversaire au premier tour, en plus des autres candidats, François Luchaire, membre du bureau national du Mouvement des Radicaux de gauche. Ce dernier pourrait alors obtenir le soutien de la fédération de Paris du Parti socialiste, à la condition que les Radicaux de gauche soutiennent à leur tour la candidate PS du 14<sup>e</sup> arrondissement ! Ces sordides tractations ne déparent pas l'image que montre l'union de la gauche aujourd'hui !

Chirac : pas de stratégie de rechange pour la droite

Interrogé jeudi matin sur RTL, Chirac a réaffirmé qu'il ne croyait pas en une rupture de l'union de la gauche, et qu'il était opposé à toute stratégie de rechange pour la majorité : « Les dirigeants du PS étant ce qu'ils sont, et ayant pris les options qui sont actuellement les leurs (...) il est exclu qu'il puisse y avoir un rapprochement entre ceux-ci et les partisans ou responsables de la majorité ». Quant au changement politique, évoqué dans le message de Barre aux journées RPR, Chirac a aussi été catégorique : « La situation n'a pas changé, et aucune autre alternative n'est possible (...) on ne gouverne pas la France dans une période difficile en faisant des compromis (...) ceux qui essaient de caresser ce rêve contre nature sont en réalité, une fois de plus, politiquement inconscients ».

COMMUNIQUÉ DES SYNDIQUÉS CGT SOCIALISTES

« Nous avons déjà vu, et plus particulièrement dans la dernière période, comment le PCF, qui accapare les postes dans la direction de la CGT, comptait utiliser celle-ci comme masse de manœuvre. Les récentes déclarations de Séguy ou de Krasucki illustrent de manière parfaitement claire le rôle anti-PS qu'ils voudraient faire jouer à cette centrale, aujourd'hui et après 78. C'est ce qui a amené des cégétistes, membres du PS à protester. C'est le cas, par exemple, avec le récent communiqué des socialistes de la CGT de la Fédération socialiste de Paris. »

Ces derniers ont diffusé un communiqué « au nom de tous les militants socialistes syndiqués à la CGT parmi les deux millions de camarades syndiqués non communistes ». Ils protestent contre la « violation » de l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis politiques, traduite en l'occurrence par « l'actuelle distribution de tracts et tentatives de pression sur le PS ». Ils invitent « tous les camarades communistes syndiqués à la CGT à garder au sein de notre centrale une stricte neutralité ». D'après certains, les auteurs de ce communiqué n'auraient pas l'assentiment du parti socialiste. Il n'en reste pas moins vrai qu'il illustre bien la bataille que se livrent ces deux partis

qui se voulaient pathétiques. Comme toujours, cette description de la misère des masses n'avait pour but que de réexpliquer que de « vraies » mesures sociales ne peuvent être mises en œuvre qu'avec un « vrai » changement, et donc les nationalisations proposées par le PCF... Les attaques contre le parti socialiste, nuancées dans la bouche de Marchais, mais marquées de remous et de huées dans la salle quand était évoqués les différends refus de Mitterrand, n'ont d'ailleurs pas porté simplement sur le nombre de filiales à nationaliser.

Chez Mitterrand, comme chez Marchais on remarquait cependant une volonté commune de se référer à l'union de la gauche, et d'indiquer qu'elle doit con-

tinuer. Aucun n'entend donc prendre la responsabilité d'approfondir la faille de l'union de la gauche, mais l'heure n'est pas encore venue de la réconciliation. Pour l'instant chacun, avec les moyens qui lui sont propres, tente de faire appuyer sa démarche par les travailleurs. C'était le sens des prestations de la journée de mercredi. Mais tout montre que les travailleurs n'ont rien à défendre dans ces sordides règlements de compte entre deux projets bourgeois.

LES DÉCLARATIONS DE MARCHAIS A LA PORTE DE PANTIN



« Le comportement du Parti socialiste montre en effet que celui-ci a changé, qu'il met en cause l'essentiel du Programme commun qu'il a adopté en 1972, qu'il se détourne de l'union de la gauche. C'est grave. Et vous vous posez avec raison la question : pourquoi donc le Parti socialiste reste-t-il sourd à nos appels ? Quel choix nouveau est-il en train de faire ? Déjà des politiciens comme Lecanuet et Servan-Schreiber ne cachent pas leur impatience de voir le Parti socialiste revenir dans le marais centriste. Un commentateur écrit que Giscard d'Estaing « savourera à l'avance ce qui serait la réussite de son vieux projet. D'autre part nous ne pouvons que nous interroger. »

Mais dès ce soir, je tiens à vous le dire : le Parti communiste français ne renonce pas, il ne renoncera jamais à l'union pour le changement. Notre objectif reste et restera la réalisation d'un bon accord autour de la politique démocratique réellement nouvelle dont le pays a besoin.

LE RPR PRÊT À PASSER DANS L'OPPOSITION EN MARS 78

Les journées parlementaires du RPR devaient se poursuivre jeudi jusqu'au discours de clôture que Chirac doit prononcer vers 18 heures. C'est l'intervention de Jérôme Monod, secrétaire général du RPR, mercredi matin, qui aura retenu l'attention, en attendant Chirac. Il ne fera que réaffirmer les grandes lignes que s'est fixé ce parti réactionnaire aux accents fascistes : devenir « un grand rassemblement des citoyens » en rompant

« avec la sclérose et l'égoïsme, c'est-à-dire le conservatisme (...) Contrairement aux soupis de certains qui joueraient volontiers depuis huit jours ce qu'on appelle stratégie de l'accueil, il faut combattre en bloc ceux qui cherchent le pouvoir pour l'exercer ensemble, même s'ils n'y mettent pas la même chose ». C'est, cependant, dans les couleurs que les positions actuelles du RPR sont le mieux exprimées ; c'est ainsi que Chirac admettait, ce que je ne crois pas, que la gauche soit divisée après mars 78, et que l'opération centriste voie le jour, le président de la République sera coïncé entre nous et le PCF : c'est-à-dire les seules formations politiques réellement structurées. Si Giscard joue le centre, je vous garantis que je ne serai pas dans la majorité ». O.L.

« Dans le respect des engagements pris sur le plan majoritaire, nous déclarons de façon très nette que, sauf dans le cas où il y aurait une candidature unique de la majorité, nos candidats soutiendraient nos objectifs à l'exclusion de toute autre ». Position claire, se démarquant de plus en plus du reste de la « majorité ». Sanguinetti se fera plus précis : « En

admettant, ce que je ne crois pas, que la gauche soit divisée après mars 78, et que l'opération centriste voie le jour, le président de la République sera coïncé entre nous et le PCF : c'est-à-dire les seules formations politiques réellement structurées. Si Giscard joue le centre, je vous garantis que je ne serai pas dans la majorité ». O.L.

O.L.

O.L.

## INTERNATIONAL

## Moyen - Orient

## ● CESSEZ-LE-FEU PRÉCAIRE AU SUD-LIBAN

## ● TRACTATIONS DIPLOMATIQUES À WASHINGTON

Yasser Arafat a envoyé un message aux combattants des forces communes du Sud Liban où il leur déclare notamment «*Vous avez donné à l'ennemi sioniste une leçon inoubliable*». La radio, la voix de la Palestine a souligné dans un commentaire que «*les troupes de Tel Aviv ont été contraintes de se retirer du Sud Liban à la suite de la violente pression exercée sur elles par les forces palestino-progressistes dans cette région*». La radio palestinienne dément des rumeurs selon lesquelles l'OLP serait partie prenante de l'accord de cessez-le-feu établi entre Israël et le Liban et la Syrie par l'intermédiaire de l'ambassade des USA.

Concernant les allégations d'Israël selon lesquelles aux termes des engagements pris auprès de l'ambassadeur des USA à Beyrouth les Palestiniens devraient se retirer de 10 kilomètres dans la zone frontrière de l'Arkoub, l'OLP souligne qu'aux termes des accords passés avec l'État libanais, le droit d'être présents dans l'Arkoub et au pied du Mont Hermon est reconnu aux Palestiniens. Dans la journée de mardi, les unités de DCA palestiniennes sont entrées en action dans la région de Nabatieh contre des vols de reconnaissance israéliens.

Par ailleurs à Washington les discussions entre

les représentants des États arabes et les États Unis se poursuivent. Au cours d'une rencontre entre Carter et les représentants syriens et jordaniens, ceux-ci lui auraient manifesté leur accord avec la proposition américaine de mise sur pied d'une délégation arabe unique comprenant des Palestiniens. Ils auraient rejeté le plan israélien de fractionner la conférence de Genève en discussions séparées entre Israël et chacun des États arabes. Au Caire, la presse annonce toutefois que l'Égypte refuserait la constitution d'une délégation arabe unique si elle signifiait l'exclusion de l'OLP. Un porte parole syrien a déclaré à Damas que la mise sur pied d'une telle délégation relevait d'une manœuvre pour empêcher la tenue de la conférence.

De leur côté les maires de Cisjordanie, répondant à une enquête du quotidien palestinien *Chaab*, ont rejeté le projet évoqué au cours du voyage de Dayan aux USA, visant à les inclure dans la représentation jordanienne comme représentants des Palestiniens.

Enfin, Carter a démenti avoir demandé à l'Iran, le principal fournisseur de pétrole à Israël, de menacer Israël de couper les approvisionnements en pétrole, pour obtenir des concessions dans les négociations.

## Portugal

## VERS UN DEUXIÈME GOUVERNEMENT PS HOMOGÈNE

(Malgré une certaine usure)

●Après avoir successivement rencontré les chefs des trois autres partis représentés à l'Assemblée portugaise (le PCP, le parti social-démocrate, le «*centre démocratique et social*»), Mario Soares, chef du gouvernement et du PS, met la dernière main à la composition de son prochain gouvernement.

Plus d'un an de pouvoir semble avoir en effet notablement affaibli le parti socialiste. La question du temps pendant lequel il peut encore gouverner seul se trouve posée.

Le PS, malgré ses tentatives, reste sans influence significative dans le mouvement syndical, toujours dominé par le PCP. La «*lettre ouverte*», mouvement qu'il avait lancé pour promouvoir la division syndicale sous couvert de «*pluralisme*» est aujourd'hui éclatée.

Les résistances à la réforme agraire nouvelle manière, c'est à dire le retour des patrons et des propriétaires terriens, ont mis en cause le visage de «*gauche*» qu'il pouvait encore présenter lors des élections qui en firent le premier parti parlementaire.

Ces difficultés de Soares à faire admettre son projet par les masses se sont reflétées, y compris au sein de son propre parti, les contradictions des masses avec le PS amenant des éléments de ce parti à prendre vis à vis de lui certaines distances. Il y a quelques mois, c'était la démission de Lopes Cardoso, ancien ministre de l'agriculture, qui refusait de remettre en cause la réforme agraire, et qui dirige aujourd'hui, sous l'appellation de «*Fraternité ouvrière*» un regroupement socialiste «*de gauche*» favorable à un gouvernement uni du PC et du PS.

Par ailleurs, les protestations de nombreux militants de base du parti socialiste empêchent même celui-ci d'expulser Lopes Cardoso, malgré une

décision de la commission des conflits, qui a déclaré incompatible la double appartenance au PS et à «*Fraternité ouvrière*». Plus récemment, de nouvelles démissions se sont produites : celle de Medina Carreira, ministre des finances, celle de Manuela da Silva, secrétaire d'Etat au plan, tous deux en désaccord avec la politique économique du premier ministre, et qui ont laissé le gouvernement Soares sans «*équipe*» économique.

Dans le même temps, le glissement à droite de l'équipe Soares se heurte à des réticences réelles au sein de l'armée. Si l'on ajoute que d'attentats en campagnes de presse, l'extrême droite relève de plus en plus la tête, avec la plus grande tolérance du gouvernement, on comprend l'isolement relatif dans lequel peut se trouver Soares qui, minoritaire au parlement, veut faire admettre de nouvelles mesures d'austérité pour obtenir des subsides supplémentaires du F.M.I. et de la C.E.E.

### LE P.S.D. : une alliance compromettante

Si l'on s'en tenait à l'arithmétique parlementaire, il existerait une solution pour le PS pour bénéficier d'une position plus confortable : c'est l'alliance avec le PSD. Celle-ci a commencé d'ailleurs à réaliser

dans les faits les positions de Soares, se rapprochant de plus en plus de celles de l'ancien «*parti populaire démocratique*» animé par le spinoliste Sa Carneiro et devenu le PSD. La réforme agraire façon Soares n'est elle pas passée, après amendement, avec l'appoint de ces voix social-démocrates ?

Mais la concrétisation de l'alliance par un accord de gouvernement rencontrerait des difficultés sérieuses.

D'abord, le PSD, gourmand, réclamerait un nombre de postes jugé trop important par Soares. Sur-tout, une telle alliance serait gênante pour le PS en entraînant trop ouvertement sur sa droite, et lui interdisant toute sorte d'accord avec les syndicats, en lui créant de nouvelles difficultés avec son aile «*gauche*».

Aussi, on en restera à l'établissement d'un «*dialogue privilégié*» entre les deux partis et, peut-être, à l'intégration de quelques personnalités indépendantes qui feraient le pont entre les deux.



Soares

### EANES SE MET EN AVANT

Pour l'essentiel, il s'agit donc à nouveau d'un cabinet avec sans doute le soutien conditionnel du PSD et, fait nouveau, des liens plus étroits avec le président de la République Eanes, qui a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de cette «*solution*».

Mais la caution de l'homme fort du coup d'Etat du 25 novembre suffira-t-elle à enrayer une usure manifeste du parti socialiste ? Pour certains membres du PSD, une telle combinaison ne saurait durer au-delà de quelques mois, le temps de quelques mesures économiques marquées par l'austérité pour les masses. Pour d'autres, elle devrait aller jusqu'aux législatives de 1980. Pour en savoir plus, on attend - fait significatif - le retour de voyage de Sa Carneiro.

Quant à Cunhal, il a déclaré sur le perron de Soares qu'il jugeait son entretien avec celui-ci «*très positif*» et qu'il «*pouvait servir de base à une réflexion et ouvrir, éventuellement, la possibilité d'une négociation*». Dans le même temps, il a réaffirmé que l'alliance du PS avec la droite serait «*très négative*». Par ailleurs, il maintient ses propres positions politiques : soit des élections anticipées, soit un gouvernement des quatre partis parlementaires ensemble.

En somme, si l'alliance avec la droite lui paraît la pire des choses sans lui, il est bien près de la cautionner, à condition qu'il puisse y participer. Une logique qui n'a guère de chance de se concrétiser pour le moment.

Frédéric FERRER

## Nouvelles d'Afrique

### Communauté économique des pays des Grands Lacs Premier sommet

La Communauté économique des pays des Grands Lacs, regroupant le Zaïre, le Burundi et le Rwanda a tenu son premier sommet du 8 au 10 septembre à Bujumbura, capitale du Burundi. Créée il y a neuf mois pour promouvoir l'intégration économique de ces trois pays, la Communauté est devenue effective avec cette réunion. En effet, la création d'une banque de développement commune a été décidée : elle doit financer trois projets : la mise en valeur de la vallée de la Ruzizi, l'exploitation de gaz naturel du lac Kivu et des ressources de pêche du Lac Tanganyika.

### Participation de la Zambie dans une société française

Un accord vient d'être conclu à Lusaka (Zambie) entre Thomson-Brandt et deux sociétés de cuivre zambienne contrôlées à 51 % par l'État zambien (la Zambie est l'un des plus importants producteurs de cuivre du monde). Les deux sociétés productrices prendront une participation importante dans le capital de la société de coulée continue de cuivre créée par Thomson-Brandt. Cette entreprise sera installée à Chauny (Aisne) et commencera à produire à la fin de 1978.

Cet accord est le premier degré élaboré par l'industrie minière zambienne. Il s'inspire d'accords similaires conclus par d'autres producteurs de cuivre.

### Afrique du sud : offensive publicitaire du régime fasciste

Le gouvernement de Vorster a lancé dans le monde entier 26 000 invitations pour une conférence consacrée à l'image internationale de l'Afrique du sud qui sera organisée en octobre à Pretoria. Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre !

### Pénétration soviétique dans le domaine de la pêche

Alors que les chalutiers soviétiques développent leur pillage dans les eaux africaines, l'URSS tente d'implanter, sous prétexte d'*aides* des centres de recherche et des sociétés mixtes de pêche qui lui permettront de pénétrer ce domaine important de l'économie africaine et de piller les zones maritimes sous prétexte de récupérer l'aide fournie à ces pays.

A la veille de Belgrade

## LES «DROITS DE L'HOMME» VERSION BREJNEV

A quelques jours de l'ouverture de la conférence de Belgrade, les faits de répression à l'encontre des opposants au régime soviétique, se multiplient. L'arrestation à son domicile de Kiev, de l'écrivain et metteur en scène de cinéma ukrainien, Snéguirev, a suivi les lourdes condamnations prononcées contre le «groupe ukrainien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki».

Pour attirer l'attention de la conférence de Belgrade sur cette répression, et plus particulièrement sur le sort de leurs maris, opposants arrêtés, Mmes Orlov et Guinzbourg, ont décidé d'entamer une grève de la faim, à partir du 4 octobre.

En ce qui concerne Snéguirev, il est accusé de «crimes contre l'État» pour avoir publiquement renoncé à la citoyenneté soviétique en juin dernier,

et avoir auparavant rédigé une dénonciation de la situation en URSS. Dans une «lettre ouverte à Brejnev», Snéguirev dénonçait notamment la course aux armements menée par Moscou, il réclamait la dissolution du KGB («sans cette police intérieure secrète... le nombre de délits diminuera rapidement») Evoquant l'oppression des nationalités en URSS, Snéguirev proposait de «fermer la dernière boutique colonialiste du monde».

La répression qui frappe une fois de plus les opposants en URSS, le procès, au même moment, des partisans de la Charte 77, en Tchécoslovaquie, n'empêcheront pas les dirigeants de ces pays, de se poser en «défenseurs des droits de l'homme» à la conférence de Belgrade.

Gromyko, à la tribune de l'assemblée nationale de l'ONU, a tenu à indiquer que la dénonciation de l'internement psychiatrique et de toutes les autres pratiques de type fasciste ayant cours en URSS, est une «ingérence dans les affaires intérieures». Il a déclaré à ce propos : «Toutes les tentatives de nous faire la morale ou, pis encore, de s'immiscer dans nos affaires intérieures sous de faux prétextes, trouveront toujours une riposte énergique». Et pendant ce temps, Barre à Moscou, pour «ne pas fâcher», n'effleurera même pas le sujet.

### La «bonne volonté» soviétique

A la tribune des Nations-Unies, la protestation de Gromyko, le ministre soviétique des affaires étrangères, a consisté à «démontrer» les prétendues intentions pacifiques et la prétendue bonne volonté de son pays. Accusant ceux qui «misent sur une course effrénée aux armements», qui mettent au point «des types nouveaux et cruels d'armements tels que la bombe à neutrons», et qui entretiennent des foyers de tension, Gromyko a voulu prouver que l'URSS ne tombait pas sous le coup de ces accusations. Il a nié l'énorme responsabilité de l'URSS dans la course aux préparatifs de guerre et dans la tension internationale. Pour bien marquer la «bonne volonté» soviétique, il a annoncé que l'URSS serait disposée —avec les États-Unis et la Grande-Bretagne— à suspendre provisoirement les expériences nucléaires souterraines sans attendre que d'autres pays —et en particulier la Chine— en fassent autant.

### La bombe à neutrons pour le champ de bataille européen

Les membres européens de l'OTAN ont fait savoir qu'ils admettaient la proposition américaine de production en série de la bombe à neutrons, et son stockage en Europe.

La bombe à neutrons est une bombe à fusion thermonucléaire, qui agit par son rayonnement beaucoup plus que par ses effets mécaniques, thermiques ou radioactifs, volontairement atténués. Cette bombe «intelligente», qui anéantit les hommes, mais laisse intacts les matériels et les bâtiments, permet ainsi une occupation très efficace du territoire adverse.

Cette arme, qui occuperait une place de choix dans l'arsenal des armes nucléaires tactiques disséminées en Europe, contribuerait à renforcer pour le vieux continent, son caractère de champ de manœuvres de premier plan, en cas de conflit mondial. A noter que le stockage en Europe des bombes à neutrons, va de pair avec la limitation de l'engagement des forces conventionnelles américaines sur ce continent.

### Gaspillage en grand dans l'agriculture soviétique

Les trois quarts de la récolte de pommes de terre pourraient être perdus cette année, en Union Soviétique. Variétés qui poussent lentement mais récoltées trop tard, pommes de terre qui pourrissent parce que ramassées trop humides, arracheuses mécaniques trop anciennes, et inadaptées aux conditions climatiques, ou bien trop difficile à manier pour arracher sans abîmer, ou encore wagons fermés, attendant parfois des semaines avant d'être déchargés ; toutes ces précisions qui soulignent le degré actuel d'anarchie dans l'agriculture en URSS, sont parues ces derniers temps dans la presse soviétique. Un exemple significatif : dans une centrale d'achats, sur 10 200 tonnes de pommes de terre reçues : 1 600 tonnes étaient pourries, 300 tonnes étaient non conformes, 500 tonnes étaient des déchets, et 300 tonnes... de la terre ; jusqu'au quart des arrivages était impropre à la consommation et a dû être donné au bétail !

# PEYREFITTE VEUT IMPOSER LA LOI DU SILENCE

● Justice gratuite, justice intelligible, mais justice toujours aussi pourrie ; Peyrefitte a changé quelques détails depuis son arrivée au ministère de la Justice, mais sans toucher au fond le caractère répressif contre les masses de la justice. Ses plus récentes décisions, sous un vernis libéral, sont particulièrement dangereuses.

Le conseil des ministres de mercredi dernier a adopté un projet de loi réformant le secret de l'enquête et de l'instruction, la police judiciaire et les jurys d'assises.

Sur les deux premiers points, le gouvernement veut faire passer en douce une loi qui étend l'arbitraire et la répression. Sous prétexte d'améliorer l'information, Peyrefitte veut la bâillonner. Le communiqué du Conseil des Ministres dit que le procureur de la République pourra révéler des éléments de l'instruction, que des communications pourront être faites par le juge d'instruction et par les avocats pour l'exercice des droits de la défense. Ce point ne peut que satisfaire juges d'instruction et avocats qui le demandaient, bien que tout cela reste très vague.

#### FAIRE TAIRE LA PRESSE

Ce qui est grave, c'est la suite : «Toute divulgation par ces personnes, d'informations qui n'entreraient pas dans le cadre ainsi défini sera sanctionnée comme une violation du secret professionnel. En outre, toute divulgation par des personnes, concourant ou non à la procédure d'informations qui porteront atteinte à la présomption d'innocence ou à l'intimité de la vie privée d'une autre personne, sera considérée comme un délit.»

Autrement dit, à partir du moment où la justice sera saisie d'une affaire, il ne sera plus possible d'en parler dans la presse, autrement qu'en rapportant les paroles du juge. On voit ce que cette loi aurait donné à propos de l'affaire de Broglie, ou pour l'affaire des Flanades. Il aurait été impossible de donner des informations, car celles données par les juges ou la police évitent soigneusement tout ce qui gêne un tant soit peu certaines personnalités impliquées. Autant dire que c'aurait été le black-out total. Peyrefitte voudrait protéger à l'avenir ses amis politiques et tous les truands de la bourgeoisie, et jeter un voile sur leurs escroqueries qu'il n'aurait pas procédé autrement. N'a-t-il pas lui-même certaines raisons de souhaiter qu'on fasse le silence sur les responsabilités dans l'incendie du CES Pailleur ?

#### ÉTENDRE LES POUVOIRS DES CRS

Second point au Conseil des Ministres : la réforme de la police judiciaire, autre sale coup de Peyrefitte. Le projet de Peyrefitte est l'extension de la qualité d'officier de police judiciaire aux commandants et officiers de paix de la police nationale affectés à une circonscription territoriale déterminée.

### Manifestation pour la libération de trois anarchistes emprisonnés en Espagne

Malgré l'amnistie de Juan Carlos, plusieurs dizaines de prisonniers politiques croupissent toujours dans les geôles espagnoles. Parmi eux, se trouvent trois anarchistes bretons emprisonnés depuis dix ans. Serge Dupont-Nédélec, Alain Brunel et Jean-Pierre Hellegouach avaient attaqué une banque à Madrid en novembre 1967 pour soutenir l'action des anarchistes espagnols. Dupont-Nédélec, désigné comme l'organisateur était condamné à mort, Franco commuait cette condamnation en détention à vie,

pour les infractions en matière de circulation routière. Les commandants de police urbaine, officiers de CRS spécialisés auront désormais la qualité d'OPJ. Même si cette compétence est limitée aux questions de circulation routière, cette réforme est dangereuse, car elle accroît les pouvoirs des officiers de CRS. Ayant la qualité d'OPJ dans un domaine, les CRS risquent de l'avoir progressivement dans d'autres domaines et notamment pour le «maintien de l'ordre», ce qui leur donnerait pratiquement le droit d'intervenir comme ils le veulent pour réprimer les manifestations.

ses deux camarades étaient condamnés à trente ans de prison. Depuis 29 jours, Dupont-Nédélec qui est en prison à Cordoue a entamé une grève de la faim pour obtenir le droit d'être rejugué dans le cadre des nouvelles lois espagnoles, considérant l'attaque de banques comme un délit de droit commun. Jusqu'ici, toutes les démarches entreprises étaient restées vaines. Hier soir, un rassemblement à l'appel des amis de Serge Dupont-Nédélec, s'est tenu devant l'ambassade d'Espagne à Paris.

### Mesures Stoléru : mesures discriminatoires

#### COMMUNIQUÉ

Au cours d'une conférence de presse tenue mercredi matin, M. Stoléru secrétaire d'État aux travailleurs immigrés a annoncé diverses mesures qui mettent en cause le droit au travail et à la vie de famille pour les immigrés.

Le blocage de l'immigration familiale à partir du 1<sup>er</sup> octobre est négation du droit de tout homme à vivre avec sa femme et ses enfants en toute liberté, droit inscrit dans la déclaration des Droits de l'Homme et dans la Convention Européenne.

L'aide au retour proposée maintenant à tous les immigrés est une mesure démagogique, qui sans résoudre les problèmes de l'emploi tend à instituer une discrimination entre les travailleurs à la défaveur en réalité des immigrés. Les menaces de refus de carte de travail aux immigrés en chômage (et ainsi leur mise en situation irrégulière puis leur refoulement) vont dans le même sens : faire supporter la crise par tous les travailleurs et en particulier par les immigrés.

Les organisations soussignées dénoncent le caractère discriminatoire de ces mesures et revendiquent pour les travailleurs immigrés, l'entière égalité des droits avec les travailleurs français y compris l'égalité des droits d'expression et d'association toujours refusés. Ces droits doivent être reconnus et respectés quelle que soit la conjoncture économique et la situation de l'emploi.

UGTSF, CTA, FETRANI, MOTIF, AMF, FASTI, CIMADE, GISTI et CUIF.

#### NÉGOCIATIONS SALT

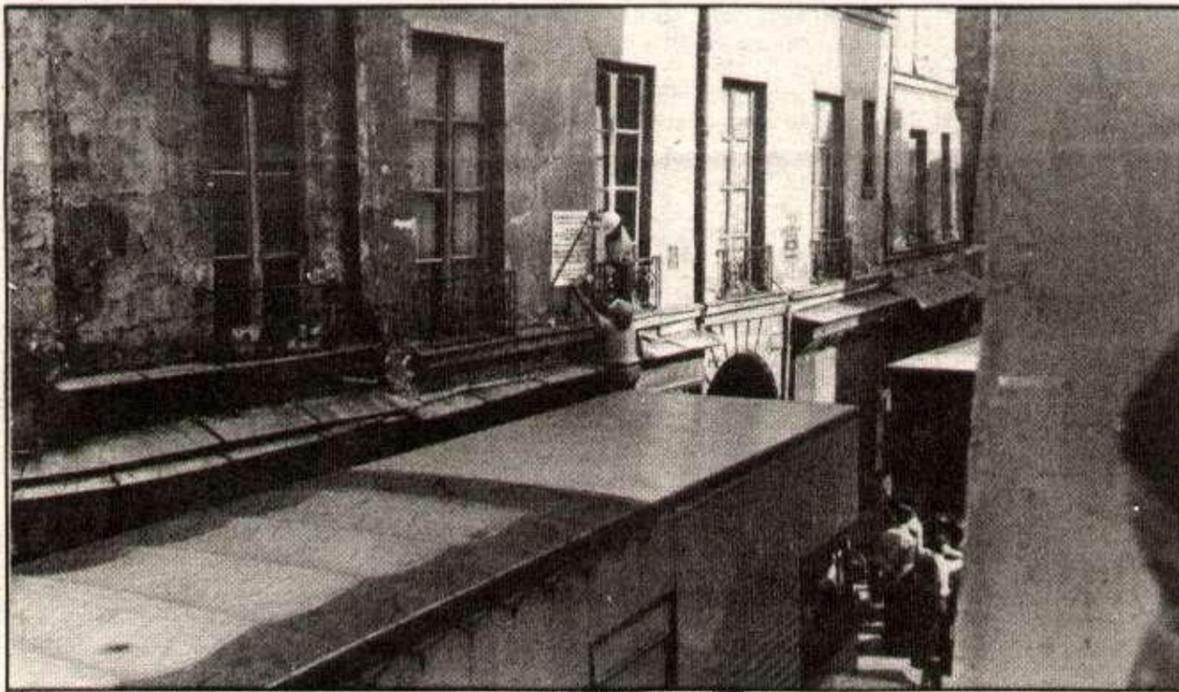
Gromyko a annoncé à l'issue d'une réunion avec Carter que des «progrès avaient été obtenus, rapprochant les positions des deux parties». Vance a dit qu'il était d'accord avec cette appréciation. Mais aucune des parties n'a dit en quoi consistaient ces progrès et quels points de désaccords subsistaient.

#### CHILI

Le ministre luxembourgeois de la Justice a lancé un nouvel appel au boycottage politique et économique de la junte chilienne, au cours d'une réunion de la commission internationale d'enquêtes sur les crimes de la junte. Un document a été publié à cette occasion, dénonçant le régime de terreur institutionnalisé.

# LE MARAIS : UN QUARTIER EN LUTTE CONTRE LA RÉNOVATION

● Le 29 août dernier, les familles occupant les logements vides de l'îlot Saint-Paul étaient expulsées par la police, leurs appartements dévastés par des vandales appointés. Ainsi prenait fin 7 mois d'occupation. Trois des cinq familles expulsées acceptaient leur relogement à la périphérie de Paris, mais deux autres poursuivaient la lutte. Leur détermination a payé, la ville de Paris consentait finalement à les reloger dans des logements vides du quartier, rue du pont Louis-Philippe. Avec elles, avec des militants de l'Inter-comité du Marais nous avons parlé des perspectives de cette lutte commencée il y a presque 5 ans.



Le 29 août, la RIVP faisait brutalement expulser les occupants de l'îlot St Paul

## Interview de militants de l'Inter-comité du Marais

Recueillie par Serge LIVET

QdP : Danièle et Muriel vous avez obtenu votre relogement sur le quartier. Qu'est-ce que cela représente pour vous par rapport au relogement qu'on vous proposait ?

Danièle : Pour moi c'est le quartier où j'ai des amis, des voisins sympathiques, ce quartier c'est ma vie. C'est aussi mon lieu de travail. Ne pas habiter près de son lieu de travail, c'est être beaucoup plus isolée. Ici dans la rue tout le monde me connaît, il y a de la vie. Dans une cité HLM isolée, les mêmes rapports ne sont pas possibles. Ici, quand je fais des travaux, les voisins viennent m'aider.

QdP : Alors que la RIVP, qui venait de se permettre l'expulsion du 29 août, se trouvait dans une situation de force, deux semaines plus tard, vous obtenez ce que la mairie refusait jusqu'à ce jour, votre relogement dans le quartier. Comment expliquez-vous cela ?

Muriel : On n'était pas isolées, le soutien du quartier, ça a favorisé notre relogement, mais ce qui nous a permis de gagner c'est notre détermination.

Françoise : Après les expulsions, les gens du quartier nous disaient vous êtes le pot de terre contre le pot de fer, vous ne pouvez pas gagner. Puis il y a eu les affiches de

Muriel et Danièle et leurs témoignages expliquant pourquoi elles voulaient rester sur le quartier, rendant compte des négociations qu'elles avaient. Le défaitisme consécutif aux expulsions a commencé à tourner, ils avaient très bien vu que Danièle et Muriel ne céderaient pas et qu'on allait passer à une étape où allait se recréer un rapport de force qui leur serait moins favorable. Pendant 15 jours ils téléphonaient tous les soirs à la concierge de l'immeuble où Muriel devait être relogée pour savoir si elle y était. Ils voyaient bien qu'elles ne cédaient pas. Ils ont pensé qu'ils avaient intérêt à céder immédiatement dans une position apparente de force plutôt que plus tard sous une pression populaire plus forte, dans un mauvais rapport de force. Ils ont choisi leur moment pour céder.

Claire : C'est vraiment quelque chose qui a répandu un grand enthousiasme dans le quartier. Ça faisait longtemps qu'une lutte n'avait pas abouti à quelque chose dans le quartier.

La RIVP savait parfaitement qu'en relogant Muriel et Danièle, ça allait regonfler les gens du quartier, et c'est ce que ça a fait, mais en fait elle n'avait pas le choix parce qu'elle aurait continué à traîner cette affaire et que l'Inter-comité risquait de les coincer à un moment ou à un autre.

Les acquis de la lutte de «Saint-Paul» demeurent dans la conscience des habitants du quartier. Si

dans les quartiers la pression demeure, je pense que les habitants peuvent obtenir énormément de choses. Je pense qu'ils peuvent obtenir des choses qui seraient relativement proches de la réfection légère. Sur le problème de l'augmentation des loyers due à la rénovation on tient la RIVP, on sait que les locaux sont complètement illégaux, on peut la coincer et la RIVP le sait, ça remet en cause tous les mécanismes de la rénovation des grandes villes qui finalement, par le jeu des loyers qui sont libérés, chasse complètement la population. La RIVP est obligée de conserver des loyers de 48, les avocats ont été formels et on est prêts à mener la bataille là-dessus.

QdP : Quelle différence faites-vous entre la réfection légère que vous proposez et la rénovation sociale que veut imposer la RIVP ?

Françoise : Dans toutes les cités HLM tu as des gens qui ne peuvent plus payer les loyers parce que c'est trop cher. La réfection légère qu'on propose c'est le moyen pour les gens d'avoir le confort et s'ils le désirent sans passer par les normes HLM, avoir le confort tout en restant dans le cadre de la loi de 48 (Loi qui réglemente les loyers des immeubles construits avant 1948 NDRL)

Claire : La différence entre la réfection légère et la rénovation sociale, c'est que la rénovation sociale est décidée par des gens qui décident des normes selon leur arbitraire, et en fait ces normes permettent l'augmentation des loyers. Ce qu'on demande c'est que les gens du quartier décident eux-mêmes de la réfection pour pouvoir rester sur place.

QdP : Une nouvelle période électorale s'ouvre, qu'est-ce que cela peut changer dans votre lutte ?

Françoise : Au moment des élections municipales, le PCF a essayé de nous récupérer parce qu'on est une force réelle sur le quartier. Les gens écoutent ce qu'on dit et ils sont d'accord avec nous. Le PCF aurait bien envie qu'on dise «Votez Programme commun».

Nous ce qu'on dit c'est qu'on est un mouvement revendicatif qui se bat sur le logement, mais on n'a pas de position en tant qu'Inter-Comité sur les questions politiques d'ensemble. On sait de par notre lutte que de la droite viennent tous nos maux, mais c'est pas pour ça qu'on va prendre position en faveur du PCF qui n'est pas d'accord avec nos objectifs de lutte.

Il y a même des militants du PCF qui sont d'accord avec nous et qui ont refusé les tracts du PCF qui attaquaient l'Inter-comité.

### LA RÉFECTION LÉGÈRE moyen de contrôle populaire sur un quartier

Les luttes sur la question du logement ne manquent pas en France, la plupart ont un objectif défensif : empêcher une expulsion, refuser une augmentation de charges ou de loyers, rares sont celles qui proposent une alternative offensive.

La lutte des habitants du Marais débute en 1973 pour empêcher la déportation en banlieue des habitants et la transformation de ce quartier en quartier résidentiel bourgeois. Au cours de leur lutte les habitants s'affrontent à la rénovation dite sociale de la RIVP (société mixte dont la banque de Suez et Paribas détiennent 62% du capital). Organisés au sein de comités regroupés dans l'Inter comité du Marais, ils approfondissent au cours de leur lutte leur connaissance des intérêts auxquels ils se heurtent et définissent progressivement à travers échecs et victoires partiels un projet alternatif en contradiction avec celui de la RIVP.

A la base des propositions de l'Inter-comité, la volonté des habitants de rester dans leur quartier, dans ce qui reste du Paris populaire. Alors que dans d'autres quartiers, les habitants ont dû plier, dans le Marais, la création des comités et les premières luttes engagées ont permis aux habitants de constituer un rapport de force et leur a donné un cadre pour l'expression de leurs aspirations.

Dans ce cadre et avec la constitution de l'APAUM (Atelier populaire d'architecture et d'urbanisme du Marais), s'élabore le mot d'ordre de réfection légère, qui exprime la détermination des habitants à demeurer sur le Marais et à conserver à ce quartier son caractère populaire, tout en réagissant contre sa dégradation, dégradation qui permet à la RIVP de justifier ses propositions de rénovation.

La réfection légère consiste en l'aménagement de certains éléments de confort dans les appartements, la réalisation des réparations indispensables, sans bouleversement des structures. Elle permet le maintien dans les lieux mêmes pendant les travaux et ne sort pas les appartements du champ d'application de la loi de 48. Mais surtout, la réfection légère est fondée sur le contrôle des locataires du début à la fin. Ce sont eux qui définissent les modifications à apporter, les travaux à engager sur la base de leur connaissance de leur logement. N'étant pas chassés de leur logement, ils ont un pouvoir de contrôle. Contrairement à la rénovation qu'elle soit de luxe, ou faussement sociale, la réfection légère est un processus qui n'échappe pas au contrôle populaire mais au contraire lui permet de s'exprimer et de s'affirmer sur le quartier.

Ce mot d'ordre est radicalement différent de ce que propose le PCF : confier la rénovation à des sociétés HLM, avec la consultation pour avis de représentants d'associations de locataires. En effet, ce projet du PCF sous des dehors sociaux, interdit le véritable contrôle populaire que permet la réfection légère. Il ne faut pas chercher plus loin son opposition à ce projet.

Claire : Depuis l'année dernière, on a toujours profité des périodes électorales pour faire avancer la lutte. Est-ce qu'on va profiter de la campagne des législatives ? Ça me semble évident.

Comment ? On n'en sait rien encore, c'est que les gens qui ont été les plus proches de l'Inter-comité depuis un an se sont rendus compte que ce n'était pas du tout quelque chose qui pourra satisfaire leurs revendications. Mais certains disent que ça sera plus facile de lutter quand l'Union de la gauche sera au pouvoir. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Muriel : Le PCF demande des logements sociaux, il est contre la rénovation légère. Alors avec lui ça sera encore peut-être plus difficile. D'ailleurs j'habite maintenant juste au-dessus de leur local, ils ne me disent plus bonjour. Moi je crois que c'est d'abord les gens par eux-mêmes qui pourront imposer leurs revendications.

Moha : Si les gens se mobilisent sur le mot d'ordre «rénovation légère» ça a beaucoup plus de chances d'aboutir plutôt que de se mettre derrière l'Union de la gauche dont on ne

sait pas très bien où ça va nous mener.

Et puis ils sont tellement opportunistes. Il n'y a qu'à voir le PS qui a repris notre mot d'ordre mais qui ne nous a jamais soutenus directement dans la lutte.

Claire : Ce qu'il faut savoir, c'est que le PS et le PCF ont signé les projets de rénovation du quai de l'Hôtel de Ville contre lesquels nous nous battons. Bien sûr, ils ne siègent pas dans les conseils d'administration de Parisbas ou Suez, mais ils ont la même conception du logement, du confort, etc.

QdP : Parce que vous, vous vous battez pour autre chose ?

Claire : Ce que dit l'Inter-comité du Marais, c'est que le logement ne doit pas être une marchandise. Moi je crois que ça remet en question toute la structure du logement et d'en-tretien du patrimoine.

A la limite, réfection légère, c'est un mot d'ordre révolutionnaire car c'est le pouvoir dans les immeubles. Et ce n'est pas ce que propose la gauche.

## PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 29 septembre

## TF 1

18 h 35 - Pour les jeunes  
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Partis politiques  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Cinq à sec  
21 h 25 - L'événement  
22 h 30 - Allons au cinéma  
23 h 00 - Journal

## A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...  
18 h 25 - Dorothee et ses amis  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Le grand échiquier. Zizi Jeanmaire et R. Petit  
23 h 30 - Journal et fin

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Cinéma Français : 1968-76. Jamais plus toujours. Film de Yannick Bellon  
21 h 45 - Un journal, un événement

Vendredi 30 septembre

## TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 35 - Pour les jeunes  
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Au théâtre ce soir. Les filles  
22 h 10 - Magazine du football  
23 h 10 - Journal

## A 2

18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - D'artagnan amoureux. Feuilletton  
21 h 30 - Apostrophes  
22 h 40 - Journal  
22 h 45 - Ciné-club Ordet

## FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Vendredi faits de société. Ils pensent pour nous  
21 h 30 - Les grands fleuves, reflets de l'histoire. Le tag  
22 h 05 - Journal

# «LE MARCHÉ DE L'ANGOISSE»

Par le docteur Henri Pradal

Éditions du Seuil

Le Docteur Henri Pradal s'est fait connaître du grand public par ses luttes contre l'industrie pharmaceutique avec deux ouvrages : «Le guide des médicaments les plus courants» et «Les grands médicaments». Mais l'objet de son dernier livre : «Le marché de l'angoisse» est plus vaste et plus ambitieux. Il s'agit, selon ses propres termes, de «détacher un système d'alarme» quant à l'évolution de l'homme dans le monde contemporain.

L'idée centrale du livre est celle-ci : l'angoisse, plus ou moins présente au cœur de chaque individu, provient de l'incapacité où se trouve l'individu de réagir à une excitation du monde extérieur par une transformation appropriée de ce monde extérieur. En ce sens, l'angoisse serait un moteur des activités humaines, car elle pousserait l'homme à tenter maîtriser sans cesse davantage son environnement.

Mais, toujours selon le Docteur Pradal, le monde moderne, en dépossédant l'individu de la capacité à agir sur son propre destin, est si générateur d'angoisse que celle-ci devient insupportable. Alors la plupart des gens cherchent à s'en débarrasser, soit à travers de la consommation de marchandises, soit en s'en remettant à des «professionnels de l'angoisse» : médecins, psychiatres, psychologues, etc.

Et c'est là que surgit le danger : la technique moderne, depuis les tranquillisants chimiques jusqu'à la chirurgie du cerveau, permet d'endormir l'angoisse. Utilisée de façon massive et collective par les détenteurs du pouvoir, elle permettrait «une opération de normalisation dont on voit se dessiner le projet dès la période actuelle». La normalisation, c'est «une terrifiante idéologie qui vise à faire rentrer dans l'ordre, à mettre au pas, tout ce qui aura été décrété «anormal».

## UNE TENDANCE DU MOUVEMENT ÉCOLOGISTE

Le Docteur Pradal précise comment différentes situations, les différents âges de la vie sont générateurs d'angoisse. C'est l'occasion pour lui de se livrer à des considérations d'ordre général et philosophique comme aiment le faire aujourd'hui tant de médecins qui prennent la plume. Il est vrai qu'il le fait de façon non conventionnelle. Il reprend à son compte, sur le nucléaire, sur la croissance économique, sur les produits pharmaceutiques et alimentaires, etc. des points de vue que les associations de consommateurs et les mouvements écologistes ont contribué à mettre à l'ordre du jour. Il est conscient d'une certaine impuissance de la médecine officielle, et dénonce les dangers de certaines expériences psychiatriques. Mais le pessimisme dont

ce livre est imprégné est frappant. Pour le Docteur Pradal, il y a une évolution inéluctable : «Débarassé de l'angoisse, véritable ciment qui soude entre eux les différents éléments de la condition humaine, l'homme ne sera plus qu'un mammifère désuet, moins bien armé que la fourmi pour affronter son futur.»

## UN PESSIMISME QUI MÈNE À L'IMPASSE

Selon lui, la contestation, qui ne peut venir que «des enfants d'une classe moyenne bien nourrie» reste totalement inefficace «en un temps où les syndicats ouvriers, tout comme les technocrates de l'industrie privée ou de l'État, sont d'accord pour soutenir des projets aussi insensés que ruineux pour la collectivité, comme le Concorde ou la liaison à grande vitesse Paris-Lyon». Cette assimilation entre la classe ouvrière et les partis bourgeois qui accaparent la direction de ces organisations syndicales est également le fait de certains militants écologistes. Alors que les masses populaires affrontent le chômage et la baisse du pouvoir d'achat, alors que la classe ouvrière paye par les licenciements, les accidents du travail ou les maladies professionnelles toute augmentation de la productivité, le Docteur Pradal continue à accréditer ce qui a pu paraître comme une idée neuve avant Mai 68 : le mythe

de la société de consommation, dans laquelle la classe ouvrière accepterait de produire sans cesse plus en échange de miettes du festin.

Il n'ignore pourtant pas totalement l'existence de luttes populaires : «Certes, un important fabricant d'aluminium (il s'agit de Pechiney) «a consenti, sous la pression de l'opinion publique, à augmenter considérablement les sommes dépensées pour éviter que les émanations mortelles de ses usines continuent à empoisonner l'atmosphère». Mais pour lui, ce ne sont que combats d'arrière-garde.

De même, pour le Docteur Pradal, les détenteurs du pouvoir — dont la nature n'est jamais précisée — disposent d'une telle panoplie de moyens de manipulations qu'aucune brèche ne saurait entamer leur toute-puissance croissante. Plus que jamais, les difficultés politiques actuelles de la bourgeoisie contredisent cette politique-fiction.

Le livre du Docteur Pradal est ainsi significatif d'une impasse dans laquelle risquent de s'engager certaines tendances du mouvement écologiste ; celles-ci, en méconnaissant le caractère de classe de la logique économique des sociétés occidentales, ou négligeant le rôle de la classe ouvrière dans le renversement de cette logique, s'interdisent de trouver une alternative aux risques engendrés par l'économie capitaliste.

# Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Édition Denoël

80<sup>e</sup> épisode

Il voyait la police partout. Je pensais qu'il exagérait. Je protestais un peu quand il me disait :  
— Regarde, ce type-là qui est devant la vitrine, c'est un flic. Tu ne le crois pas ? Moi, je te le dis.  
— Eh bien, qu'est-ce que ça peut faire ?  
Nous continuions notre marche.  
Il y avait beaucoup de rafles. Arezki les redoutait.  
— Mais puisque vous êtes en règle...  
— Tu crois que ça leur suffit ?  
Et le lendemain soir, nous changions d'arrondissement. Je ne posais pas de questions, je ne demandais rien. Les jours passaient, nos rencontres étaient presque quotidiennes. L'essayais de

lui dire « tu » car il s'était fâché, un soir, de mon « vous. » continu. J'aimais l'écouter parler. Sa langue faisait un petit roulement très doux quand il prononçait les r. Nous passions du grave au gai, nous nous moquions des camarades de chaîne. Je lui racontais la jeunesse de Lucien, je lui parlais beaucoup de la grand-mère. Elle lui était devenue familière ; il connaissait maintenant ses travers, ses expressions, ses manies. Mustapha, la grand-mère, Lucien, ces personnages dont nous faisions notre compagnie nous aidaient à nous découvrir. Par pudeur, nous nous servions d'eux pour parler de nous.

Imprégnée d'idées reçues, j'avais pensé, le soir où nous nous promenions dans les jardins du Trocadéro et où, choisissant un trou d'ombre, Arezki m'avait violemment embrassée : ça y est, maintenant, il va m'emmener dans sa chambre. Mais rien ne s'était produit. Notre accord était un miracle. Tout autre que lui se serait montré plus impatient et plus audacieux. S'il ne le fut pas, c'est qu'aux circonstances difficiles qui l'en empêchèrent s'ajouta le plaisir calculé d'avancer doucement avec moi.

Nous nous sommes longtemps observés avec une tendresse grandissante. Nous avons joué, vis-à-vis des autres, le jeu de l'indifférence, ce jeu où le moindre geste, un cillement des paupières, une inflexion de la voix, prennent une intense valeur.

Chaque fois que nous nous séparions, Arezki me recommandait le secret, et cela m'agaçait un peu. À la vérité, cela me convenait tout à fait.

Il pleuvait, il gelait, nous marchions. Paris

était un immense boulevard piégé où nous avançons avec des précautions dérisoires. La tendresse magnifiait les décors de nos vagabondages. Rien n'était laid. La pluie astiquait les pavés où l'unique lumière d'une impasse se fractionnait en pierres brillantes. Les squares avaient la grâce de places de province et les hangars délabrés, des silhouettes de vieux moulins abandonnés. Notre plaisir transformait Paris.

Les soirées où il ne pouvait me rejoindre, je récupérais, je me jetais sur le lit où il m'arrivait de m'endormir toute habillée.

Une réserve tenace, dont je ne parvenais pas à me débarrasser, l'irritait parfois. Et moi, craignant qu'il la confondit avec quelque répulsion raciste, je m'obligeais à des gestes que je croyais audacieux quand ils n'étaient que naturels.

Autodidactes lui et moi, nous trouvions chacun la compagnie de l'autre enrichissante. Il avait une passion pour la géographie et se demandait lui-même d'où elle lui venait.

Quand je parlais trop de Lucien, il oubliait de m'écouter. J'en étais déçue. Un soir que j'évoquais le Magyar, il me dit doucement : « Laisse tomber le Magyar et ne lui souris pas trop. »

J'avais posé, deux ou trois fois, des questions indiscrètes que, sans se fâcher, il avait éludées. Je m'étais donc résignée à ne savoir de lui que ce qu'il voulait bien m'en dire. Nous parlions rarement de la guerre parce qu'elle se rappelait à nous partout, dans les yeux des passants, aux kiosques à journaux, aux issues des métros, parce que nous n'étions jamais sûrs de nous retrouver le lendemain.

à suivre

# LA CHINE A L'HEURE DU XI<sup>e</sup> CONGRES

Reportage réalisé

par la délégation du *Quotidien du Peuple* en Chine

## Tchangcha

# APPRENDRE POUR TRANSFORMER

1913 : Mao Tsé-toung arrive à Tchangcha, capitale de sa province, pour y poursuivre ses études à l'École normale.

Incendie en 1938 par les Japonais, ce grand bâtiment de l'école normale a été reconstruit depuis, sur les plans de l'ancien. Cours intérieurs entourés de galeries à colonnes, bois foncé ou vernissé alternant avec la brique et la pierre, l'École normale de Tchangcha est aujourd'hui à la fois une école (primaire et secondaire) de 1 300 élèves, et un musée.

Ces salles, ces souvenirs de Mao Tsé-toung, ces documents exposés, constituent, pour les visiteurs, autant de moyens de comprendre par quel cheminement s'est formée la pensée Mao Tsé-toung, comment, à travers l'enseignement reçu et ses premières activités politiques, et avant de connaître le marxisme, il a progressivement dégagé les fondements d'une réflexion révolutionnaire sur la société.

Dans le hall, face à l'entrée, un grand panneau à fond rouge :

«Pour être le professeur du peuple, il faut d'abord être à son école». Telle est bien, contenue dans cette phrase

elle-même, la démarche de Mao Tsé-toung lui-même, celle que retracent ces livres, ces salles de classe, ces journaux, ces photos, aujourd'hui témoins de ce passé, de cette recherche intransigeante de la vérité.

## La colline aux érables

### L'ACQUISITION DE L'ENDURANCE PHYSIQUE

A sa formation intellectuelle, à sa recherche incessante de la vérité, Mao Tsé-toung ajoute, à l'École Normale, une dimension supplémentaire : celle de l'éducation de son corps, de la préparation physique et idéologique aux épreuves de la révolution. En avril 1917, il publie sa première brochure : «*Mon étude sur le sport*», où il développe les méthodes et les conséquences du sport sur le corps. Dès l'époque de ses études, le sport, l'acquisition de l'endurance physique constituent un élément important de sa formation. A l'École Normale, subsiste aujourd'hui le puits qui lui servait à s'aguerrir à l'eau froide.

En fait, ce n'est pas seulement l'École Normale où sont aujourd'hui largement développées les activités sportives, mais toute la ville de Tchangcha qui évoque, pour les habitants, la volonté de Mao Tsé-toung de se préparer à toutes les difficultés en les affrontant. Aujourd'hui, les lieux où Mao Tsé-toung et ses camarades de l'École Normale s'entraînaient contre le vent et la pluie sont, pour les travailleurs, des lieux de détente et de promenade.

C'est par exemple sur la colline du «Pavillon de l'Amour du soir» aux pentes couvertes d'érables et dans le crissement incessant des cigales que ceux-ci viennent s'asseoir, discuter, lire ou dessiner, entre les colonnes de pierre rouge, ou au sommet, surplombant toute la ville. Là, de manière particulièrement frappante, s'entrecroisent passé et présent. Là, le passé, maîtrisé par les travailleurs, vient servir le présent, lui donner, par ses symboles, sa signification esthé-

tique : vestiges d'un temple taoïste construit il y a 17 ou 18 siècles, légendes de cette colline, temples de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, tous ces symboles de l'oppression physique et morale jadis imposées au peuple, se mêlent au passé plus récent d'une colline où Mao Tsé-toung et ses camarades venaient passer la nuit pour s'endurcir contre le peur des bêtes sauvages, des tigres qui y vivaient.

«*L'île aux mandarines*» est un autre de ces lieux de promenade. Autour de cette longue île couverte en son extrémité de mandariniers, s'étendent les deux bras du fleuve qui traverse Tchangcha. Dans le lointain, au-delà des collines qui surplombent quelques jonques descen-

### «D'OU VIENNENT LES IDÉES JUSTES?»

Là, entre 20 et 25 ans, Mao franchit la deuxième étape de sa prise de conscience révolutionnaire. Ce contact avec cette capitale provinciale, avec d'autres milieux que la paysannerie, l'extension de ses connaissances par l'enseignement reçu, amènent progressivement Mao Tsé-toung à un élargissement et à un approfondissement de sa connaissance de la réalité.

Tout d'abord, c'est le contenu même de l'enseignement qui provoque sa réflexion : le système scolastique bourgeois d'accumulation des connaissances, loin de faire appel à l'expérience et à la pratique, est totalement coupé de la réalité, de la vie. Cette séparation entre la con-

naissance sensible (donnée par les sens) et la connaissance rationnelle (élaborée par l'intelligence), la séparation entre ce qu'il connaît par son origine paysanne, sa propre pratique, et les théories qu'il trouve dans les livres, sont la base de nombreuses interrogations : à quoi sert ce que l'on apprend ? Pourquoi apprendre une matière qui ne sert à rien ? Ainsi, Mao est-il amené à faire un tri parmi les matières enseignées, entre celles qui éclairent sa pratique (histoire, littérature, philosophie) et celles qui ne «servent» pas (dessin). En 1914, il écrit à un camarade : «Ce qu'on a appris dans une chambre fermée est inutile».

Et réciproquement, d'où vient la connaissance ? Des livres, de la tête de quelques grands penseurs, ou de la pratique ? «Si on ne participe pas aux travaux agricoles, on ne peut comprendre que les céréales ne viennent pas sans difficulté» écrit Mao Tsé-toung à l'École normale. Dans cette affirmation, apparaît déjà la source de toute connaissance : la pratique.

### BALAYER LES CINQ DIABLES

Plus profondément, dans ces interrogations sur le but et la source des connaissances, c'est toute la conception idéaliste, non matérialiste, qu'il remet en cause de plus en plus largement. A l'École normale, on voit en particulier un livre *Les principes de la philosophie rationnelle* d'un philosophe idéaliste allemand Paulsen, dont Mao a couvert les marges d'annotations après l'avoir étudié. Certaines de ces annotations condamnent par exemple la forme d'idéalisme la plus répandue alors en Chine, enseignée comme un dogme dans toutes les écoles et dans les familles : la doctrine de Confucius. «Il faut balayer cette doctrine», écrit Mao Tsé-toung sur l'un de ses livres en 1916 ou 17, car j'estime que cette doctrine est un diable, au même titre que les 5 autres diables que sont le féodalisme, la religion, le capitalisme et la monarchie».

### UNE APPROCHE SCIENTIFIQUE DE LA RÉALITÉ

Plus encore, ces témoignages reflètent que le processus suivi par Mao Tsé-toung dans son approche de la réalité chinoise, n'est autre que le processus de la connaissance elle-même. Toute cette première grande étape de la vie de Mao, étape où il ignore encore tout du marxisme, est déjà marquée par une approche matérialiste dialectique de la réalité. Non seulement, Mao Tsé-toung élargit le champ de sa connaissance lui donne une dimension géographique,

historique, philosophique, mais il montre sa volonté de discerner le vrai du faux en fonction du critère de la pratique. Confronter cette connaissance avec la réalité qui l'entoure telle est la deuxième étape.

Par exemple, la pratique des enquêtes, qu'il développera en méthode de connaissance plus tard, commence dès cette époque : le soir et pendant les vacances, il se lie aux ouvriers de Tchangcha, acquérant ainsi une première connaissance du milieu ouvrier. Surtout, c'est l'été 1917 qu'il consacre à parcourir à pied le district pour enquêter plus largement. C'est de cette époque que date sa compréhension plus approfondie de la société, sa certitude que les forces motrices de la société, ce sont les ouvriers et les paysans qui la constituent.

### «TRANSFORMER RADICALEMENT LA SOCIÉTÉ CHINOISE»

Dès cette époque également, Mao Tsé-toung associe à sa réflexion les camarades de sa promotion, discute avec eux, par exemple, sur la base des éléments bien parcellaires et déformés donnés par les journaux féodaux, de la signification de la Révolution d'octobre 1917, en Russie.

A l'automne 1917, sur la base de ces premiers liens avec les ouvriers et avec ses camarades, Mao Tsé-toung, avec l'aide d'autres élèves, organise une école du soir à l'École normale. Dans la salle de classe où se tenaient ces cours, une affiche fait aujourd'hui face aux pupitres : c'est l'affiche qui appelait ouvriers et paysans à ces cours du soir, à s'instruire pour changer leur situation. L'appel, collé à une centaine d'exemplaires dans la ville, amena, dès les premiers cours, plusieurs dizaines d'ouvriers et de paysans. Le but de ces cours du soir : donner aux masses les rudiments de connaissances indispensables et une approche matérialiste de l'histoire (cours qu'enseignait Mao Tsé-toung).

En avril 1918, un nouveau pas est franchi avec la création de l'Association d'Étude du Peuple Nouveau, qui regroupe plusieurs membres de sa promotion. La fondation de cette première organisation, révèle l'aspiration de Mao Tsé-toung à la transformation de la société.

Désormais, ses connaissances vont lui servir à transformer : «J'estime qu'il faut transformer radicalement la société chinoise», écrit Mao Tsé-toung en marge d'un livre. «La société chinoise doit être considérée, à mon avis, comme chose et phénomène qu'il faut détruire radicalement, avant que, de ses flancs, naissent des choses et phénomènes nouveaux».



L'École normale où Mao Tsé-toung fit ses études et commença à se forger un point de vue matérialiste de l'histoire

